

Notes sur les contradictions économiques et politiques au Canada et au Québec

— par Jean Grenier

NO. 1

DOSSIER MOBILISATION

Un mot de MOBILISATION en guise d'introduction	3
Notes sur les contradictions politiques et économiques au Canada et au Québec	5
* première partie: la situation internationale	6
1) de nouveaux rapports de force dans le monde	10
11) le conflit sino-soviétique	14
III) les mouvements révolutionnaires	18
* deuxième partie: les contradictions à l'intérieur du Canada....	23
1) la domination impérialiste	24
11) le conflit politique	47
* troisième partie: les solutions	81
1) les solutions de la fraction nationaliste de la moyenne et de la petite bourgeoisie	81
Bibliographie	90

MOBILISATION

La publication de la revue **MOBILISATION** est assumée conjointement par des militants venant des groupes suivants:

LE CAP ST-JACQUES,
LE CAP MAISONNEUVE,
LA LIBRAIRIE PROGRESSISTE,
L'AGENCE DE PRESSE LIBRE DU QUÉBEC (APLQ).

(Au cours de l'été, le Cap Pointe St-Charles s'est retiré du comité de rédaction de la revue et le Cap Côte-des-Neiges a cessé d'exister.)

Le développement des pratiques d'organisation, l'apparition de plusieurs comités d'usine, de quartier et d'école, impulsés par des militants révolutionnaires, soulève la nécessité de renforcer les liens entre les groupes progressistes et d'oeuvrer au développement d'une orientation politique commune. C'est à cette tâche que veut contribuer la publication par plusieurs groupes d'une revue militante diffusant des bilans de pratiques, des analyses, des textes de formation et suscitant des débats et discussions entre groupes politiques.

MOBILISATION est donc conçue comme un moyen d'échange et de formation, dont le but est de contribuer à clarifier l'orientation politique et idéologique des groupes oeuvrant à l'édification du parti du prolétariat.

MOBILISATION est disponible à Montréal: Cap St-Jacques, 370A est, Duluth;
 Cap Maisonneuve, 3902 est, Ontario;
 Librairie progressiste, 1867 Amherst;
 APLQ, 2074, Beaudry.

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec.

3 un mot de MOBILISATION en guise d'introduction

MOBILISATION vous présente ce dossier spécial qui porte sur la situation économique et politique au Canada et au Québec. Cette présentation se situe dans le cadre de la réorganisation de la revue, réorganisation brièvement expliquée dans le numéro 1 de cette année "MOBILISATION: COMPRENDRE LA REALITE POUR POURSUIVRE LA LUTTE ..."

En gros, nous y disions que nous voulions accentuer notre travail de soutien à l'organisation, en favorisant un plus grand échange sur les pratiques militantes, et aussi, en diffusant des analyses de problèmes de conjoncture, auxquels font face directement les militants dans leur travail.

C'est dans ce contexte donc que nous éditons ce dossier, qui ne doit pas être considéré d'ailleurs comme un texte fini, mais plutôt comme une matière brute dont le traitement a été limité par les moyens et le manque de connaissances.

Il devra donc servir d'instrument de travail pour maîtriser certains aspects primaires de cette réalité économique et politique qui est la nôtre. Et cet instrument de travail devra être complété éventuellement par l'apport supplémentaire de ceux qui sont convaincus (et qui agissent en conséquence) que l'analyse de la situation économique et l'élaboration d'une ligne politique plus cohérente doivent se mener de front au travail d'organisation.

Nous considérons donc que le dossier constitue un des premiers efforts approfondis de ramasser et de systématiser un ensemble de données économiques et politiques qui circulent depuis assez longtemps sans que nous y ayons porté assez d'attention.

Le texte se divise en deux grandes parties :

- la première partie est plus introductive. Elle tente de retracer dans ses grandes lignes la situation internationale, les nouveaux rapports de force dans le monde ainsi que la montée des forces révolutionnaires.
- la deuxième partie constitue un déblayage beaucoup plus complet des données sur notre situation économique: les secteurs industriels, le degré et le processus de concentration financière et industrielle, l'"échange inégal" entre le Canada et les Etats-Unis; sur notre

ouvrière?

la situation politique : les diverses fractions de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie qui s'affrontent sur le terrain politique, leurs bases économiques de classe, leur rôle par rapport à l'impérialisme, etc...

Finalement, la deuxième partie se complète par une esquisse des solutions à l'impasse politique actuelle, qui sont envisagées par les fractions nationalistes et "démocratiques" de la moyenne et de la petite bourgeoisie nationale?. Cette partie devait initialement être complétée par une autre, portant sur les solutions envisageables par la classe ouvrière et les travailleurs salariés en général. L'ampleur du travail sur la classe ouvrière et ses solutions politiques a retardé la rédaction finale de cette partie. Toutefois, plusieurs militants y travaillent actuellement et il est probable que des textes s'inscrivant dans la suite du dossier actuel soient disponibles d'ici quelques mois.

En attendant, nous avons cru bon d'éditer ce dossier, qui amène tout de même des éléments de base très importants, même si la partie du texte sur la classe ouvrière et ses solutions politiques est finalement l'objectif final de toute cette rédaction. Le travail actuel en effet doit être conçu par rapport à nos tâches d'organisation politique, et non pas comme un exercice de recherche académique.

MOBILISATION apprécierait beaucoup si les militants et les lecteurs prenaient la peine de rédiger toutes questions, commentaires, critiques ou appréciations sur la forme ou le fond du présent dossier, si on veut que le travail de clarification s'aligne de façon plus juste sur le travail d'organisation et sur la réalité québécoise. Nous suggérons aussi fortement aux lecteurs et aux militants qu'ils envoient ou soumettent à MOBILISATION tous textes ou productions quelconque, qui pourrait rajouter selon eux à notre connaissance de la réalité et à notre lutte.

Le Comité de Rédaction de MOBILISATION.

Notes sur les contradictions économiques et politiques au Canada et au Québec

par Jean Grenier

Automne 72
Hiver 73

DOSSIER MOBILISATION

PARTIE I

LA SITUATION INTERNATIONALE

Durant la période de la deuxième guerre mondiale, le prolétariat et les peuples colonisés ont franchi une étape décisive vers la libération. Ce bond, longuement préparé par le développement de l'industrie et du commerce, de la science et des moyens de communication, ainsi que par la révolution d'Octobre et l'activité du mouvement communiste et des forces progressistes internationales, fut caractérisé par la rupture de l'encerclement de la patrie de Lénine et par la croissance de la résistance armée des peuples, en Europe aussi bien qu'en Asie.

Pour le Québec, ce fut une période d'industrialisation et d'urbanisation accélérée, entraînée par la production de l'industrie de guerre. Ce fut la brisure définitive, mais inachevée de la société agricole et de ses structures archaïques. C'est là qu'il faut voir le véritable début de ce qu'on appellera plus tard: "la révolution tranquille".

La fin du conflit fut marquée par deux événements historiques: la victoire de la classe ouvrière, aidée par l'Armée Rouge, dans les pays de l'Europe de l'est; la naissance d'une troisième force mondiale: L'Asie, l'Afrique et l'Amérique Latine. En 1945: le Vietnam libère de vastes étendues de son territoire et proclame son indépendance. 1948: la Corée; 1949: la Chine. Dans les années qui suivront, plus d'une trentaine de pays africains et asiatiques acquerront leur indépendance nationale. Au Québec, l'importation massive de capitaux et l'implantation d'industries américaines sous l'égide de Duplessis, qui vantait pourtant les bienfaits de la société catholico-agraire, réalisaient la transformation des structures économiques et idéologiques québécoises.

L'histoire nous enseigne que la libération des forces productives et le changement des rapports de production ne s'effectuent jamais sans heurts violents entre les classes possédantes et les masses opprimées.

Or, depuis le XXIème congrès du Parti Communiste de l'Union soviétique, la "guerre froide" entre le camp socialiste et le monde capitaliste a été "remplacée" par la coexistence pacifique, la "Collaboration"...: l'extension des échanges commerciaux entre les deux "super-puissances", la coopération dans le domaine scientifique, les ententes diplomatiques, le "téléphone rouge", la création de forces nucléaires de "dissuasion", accompagnées de conférences sur le désarmement mondial, le partage du monde en "zones d'influence", et parfois la sauvegarde des intérêts nationaux aux dépens des principes révolutionnaires et de l'internationalisme prolétarien. Mais quoi que l'on puisse penser de la ligne dirigeante du Parti Communiste Soviétique, on ne peut attribuer le concept de coexistence pacifique au seul "révisionisme". L'appui du Parti communiste cubain au Gouvernement militaire du Pérou, la volonté de la République Démocratique du Vietnam et du G.R.P. du Sud-Vietnam de poursuivre des négociations à Paris pendant plus de trois ans, l'ouverture de pourparlers entre l'Albanie et la Yougoslavie, l'entente récente entre la République populaire de Corée et le régime de Seoul et enfin la politique extérieure de la Chine - qui date de la Conférence des pays non-alignés à Bandoeng, en 1955 (1) - témoignent que cette nouvelle stratégie fait partie d'une analyse précise des rapports de force internationaux.

1) Les cinq principes de la coexistence pacifique: 1) respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté; 2) non-agression mutuelle; 3) non-immixtion mutuelle dans les affaires intérieures; 4) égalité et avantages mutuels; 5) coexistence pacifique. Ces principes furent systématisés pour la première fois lors du traité signé entre l'Inde et la Chine, relativement au Tibet, le 29 avril 1954. Mais plusieurs de ces principes avaient déjà été formulés dans un traité conclu entre Staline et la Chine de Tchang Kai-Chek, le 14 février 1950. Inst. Int., C.A. Colliard, Dalloz, 1967.

Les relations entre nations sont déterminées, non seulement par des intérêts économiques et nationaux, mais aussi par les stratégies militaires globales offensives ou défensives (tout en cherchant à éviter la guerre nucléaire), la lutte idéologique et politique, les difficultés administratives de développement interne, la concurrence économique mondiale, la préservation d'avantages politiques et d'alliances secrètes ou ouvertes, le prestige international et les jeux diplomatiques qui agissent en rapport les uns avec les autres. Par ailleurs, c'est la somme de ces rapports multiples qui détermine le développement de chacun de ces éléments. Enfin, il est difficile de cerner lequel ou lesquels de ces éléments intervient dans tel événement, à tel moment précis. La complexité et les facteurs confidentiels (non divulgués) qui circonscrivent la politique internationale, nous empêchent d'en tracer des principes "catégorisés". (2)

La tâche urgente de comprendre les rapports sociaux, économiques, politiques et culturels qui gèrent notre quartier, usine ou pays, prédomine sur tout autre effort d'analyse. Néanmoins, l'organisation révolutionnaire de telle région du Tiers-Monde ou de telle métropole doit être en mesure de dégager certaines des caractéristiques de la situation internationale actuelle pour assurer l'efficacité de la lutte.

2) Néanmoins, nous pouvons faire une nette distinction entre la Chine et l'URSS dans l'application des principes de la coexistence pacifique. Tout en attestant, dans les faits, leur position: "Les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération et les peuples veulent la révolution", les chinois respectent "à la lettre" les principes de non-ingérence dans les affaires internes des autres états. En contre partie, l'application de ces principes par les soviétiques est davantage liée à leurs intérêts nationaux, politiques et économiques, et à leur position de "super-puissance" qu'ils partagent avec les Etats-Unis.

1-de nouveaux rapports de force dans le monde

Diabolique ?

La stratégie de la coexistence pacifique développée de façon inégale par plusieurs pays socialistes depuis 25 ans a pu se développer concrètement à cause de l'accentuation des contradictions au sein même du monde capitaliste. La croissance phénoménale de la concurrence économique, politique et militaire a aiguillonné les divergences d'intérêts dans le camp impérialiste, entre les États-Unis, l'Europe de l'Ouest et le Japon, et ceci permet une plus grande marge de manoeuvre aux pays socialistes.

Les contradictions à l'intérieur du système impérialiste font à la fois sa force et sa faiblesse. L'Internationalisation des économies par les grands monopoles a comme effet de provoquer le nationalisme économique. Les mesures protectionnistes dans le domaine de l'agriculture, adoptées par les pays membres du Marché Commun, la T.V.A. (taxe sur la valeur ajoutée) mise en vigueur par ce même bloc de pays, le contrôle serré des investissements étrangers par le Japon, la publication du rapport Gray par le cabinet Trudeau et le manque de soutien de l'étalon dollar par des pays alliés comme la France n'en sont que quelques exemples. Les programmes d'investissements à l'étranger et l'exportation de capitaux en Europe après la guerre ont contribué à l'essor économique de ces pays et à l'expansion de l'impérialisme américain. Le produit national brut et le taux de croissance de la Communauté européenne a dépassé celui des États-Unis au cours des dernières années. Néanmoins, de 1958 à 1966, les investissements américains en Europe ont augmenté de 4,3 milliards à 16,3 milliards. Les monopoles américains ont acquis par achat 1,369 entreprises européennes durant cette période.

Le rapport Gray donne quelques indications sur la croissance des entreprises monopolistes internationales: "La valeur comptable des investissements directs à l'étranger des États-Unis est passée de 7,5 milliards en 1929 à 70,8 milliards en 1969. Parmi les 100 sociétés américaines les plus importantes, 62 disposent d'installations productives dans au moins six pays étrangers, et parmi les 126 plus grosses entreprises industrielles pour lesquelles des données sont disponibles, 71 d'entre elles embauchent le tiers de la main d'oeuvre à l'étranger. On calcule qu'environ 80% des investissements directs des États-Unis à l'étranger avaient été effectués par deux cents sociétés. Pour ce qui est du reste du monde, une centaine d'entreprises non-américaines ont réussi à se hisser au rang de société multinationale. Ceci veut dire que 500 EMN (entreprises multinationales), dont les deux tiers sont contrôlées par les États-Unis, exercent une domination quasi complète dans le domaine des

investissements à l'étranger. On a évalué à plus de 200 milliards de dollars par année les ventes résultant de la production des filiales des sociétés américaines à l'étranger. Les ventes des filiales des sociétés non américaines atteignent probablement 100 milliards de dollars par année aux États-Unis et 150 milliards ailleurs dans le monde.

"Même les prévisions les plus conservatrices s'accordent à dire que les EMN continueront de croître et deviendront des institutions de plus en plus puissantes. Selon un observateur, la valeur de la production annuelle des filiales étrangères des EMN passera de 300 milliards de dollars à l'heure actuelle, à plus de 2,000 milliards de dollars en 1990, et correspondra alors à la moitié du PNB du "monde libre"; à l'heure actuelle, la valeur de la production des filiales des EMN représente 15% de ce PNB. L'économie mondiale serait donc entre les mains de trois ou quatre cents gigantesques entreprises multinationales. L'on ne s'étonnera pas de constater que certaines de ces entreprises auront à leur service un million d'employés. La plupart de ces évaluations sont fondées sur l'utilisation des méthodes de calcul assez simples et sont contestables. Cependant, l'on est en droit de s'attendre à ce que la valeur de la production des EMN dépassera 1,000 milliards de dollars en 1980.

"Si on prend pour acquis que la tendance actuelle à la fusion des entreprises se poursuivra (aiguillonnée en cela par certaines politiques gouvernementales, comme c'est le cas actuellement en Grande Bretagne et en Europe), la taille des EMN tendra à s'accroître rapidement. Cette tendance à la fusion des entreprises aura pour effet d'en réduire le nombre, ne serait-ce que parce que le nombre total des EMN à l'échelle mondiale devrait augmenter à un rythme moins rapide que celui des fusions qui les amalgament. C'est ainsi qu'il y aura moins de ces EMN, mais leur taille moyenne en sera d'autant plus considérable.

"Bien qu'il soit possible que les EMN européennes connaîtront une croissance accélérée, il est tout aussi probable que les EMN américaines continueront à exercer leur domination dans l'avenir prévisible.

"La croissance devrait provoquer une plus grande intégration des économies nationales; ce qui tendra à limiter la capacité des gouvernements nationaux à maîtriser le destin économique des collectivités dont ils ont la charge". (3)

3) Rapport Gray. Ce que nous coûtent les investissements étrangers. Ed. Leméac/Le Devoir, Montréal 1971, p.23-25

Si l'on dérobe cette dernière phrase de son camouflage, cela veut dire que la croissance des monopoles provoque une plus grande intégration des divers intérêts capitalistes nationaux. Cependant, elle suscite des difficultés grandissantes pour les bourgeoisies nationales, en ce qui concerne l'établissement des politiques intérieures nécessaires au maintien de leur domination sur la classe ouvrière et de la planification de l'agonie des petites entreprises industrielles.

Le Rapport Gray dégage les perspectives suivantes: "Une telle évolution conduira inévitablement les EMN et les gouvernements à un affrontement direct. Du fait que la plupart des grandes EMN sont américaines et d'orientation ethnocentrique, du fait aussi qu'elles n'hésitent pas à faire appel au gouvernement américain lorsqu'elles ont besoin de protection et d'appuis, une confrontation de plus en plus vive est à prévoir pour bientôt avec les Etats-Unis. Un tel état de choses pourrait entraîner des conséquences néfastes pour une petite puissance comme le Canada. Car le Canada pourrait se trouver en conflit non seulement avec la filiale et sa société-mère, mais aussi avec le gouvernement américain. Puisque d'autres pays auront probablement à faire face au même problème, le Canada pourrait conclure des alliances avec certains pays (le Japon et certains pays membres du Marché Commun, par exemple) afin de promouvoir ses intérêts nationaux contre les EMN américaines" (4).

En second lieu, la croissance des monopoles américains "commence à poser un problème de plus en plus sérieux pour le gouvernement des Etats-Unis en ce qui a trait à la mise en oeuvre de ses politiques sur le plan interne et international, comme c'est le cas actuellement pour la balance américaine des paiements. Les syndicats américains exercent des pressions de plus en plus fortes sur leur gouvernement afin que ce dernier empêche "l'exportation des emplois" que l'on attribue aux investissements directs à l'étranger. Les difficultés qu'éprouve le gouvernement américain avec ses propres EMN laisse entrevoir la possibilité, à plus long terme, que ces entreprises deviennent des puissances autochtones, qui ne seraient liées par aucune législation nationale, si ce n'est par le fait d'être incorporée dans un pays donné". La spéculation sur le dollar américain et l'exportation de grandes quantités de produits, vers les Etats-Unis, par les monopoles américains en Europe, l'accroissement des dépenses extérieures dû à la guerre au Vietnam, et au budget militaire, lié à l'expansion impérialiste, sont responsables du déficit de 60 milliards de dollars dans la balance de paiements américaine, de l'hémorragie de 71 milliards d'eurodollars

4) ibid, p. 25, 26

de la déconfiture du système monétaire international, du chômage et de l'inflation à l'intérieur des Etats-Unis.

Le projet DISC d'exemptions fiscales aux sociétés américaines exportant des Etats-Unis, la décision de laisser flotter le dollar, la taxe de 10% sur les importations et les autres récentes politiques commerciales à caractère protectionniste ne s'adressent pas uniquement aux pays étrangers, mais aussi aux monopoles américains à l'étranger. Par ces mesures, qui ont pour but d'alléger le déficit américain et de relancer l'économie, l'administration Nixon cherche à acquérir un certain contrôle sur la circulation des capitaux, à forcer la réévaluation des monnaies étrangères, à faire tomber certaines barrières tarifaires et douanières pour l'entrée de produits américains au Japon, au Canada et dans certains pays du Marché Commun et à bloquer l'entrée de certains produits aux Etats-Unis. Ceci a pour effet d'accentuer la non-confiance et d'entraîner des mesures réciproques de la part de leurs partenaires de taille, japonais et européens. Les mesures draconiennes de Nixon ont indéniablement porté fruit. Ses alliés occidentaux sont obligés de réévaluer leur monnaie et de supporter le dollar américain, sur le marché des changes. Leur déficit commercial et leur balance des paiements s'est améliorée. Le taux de croissance économique des Etats-Unis est passé de 0.5% en 70 à environ 7% en 72. Le taux d'inflation est passé de 6% à 4.5% durant la même période, tandis que le taux de chômage a légèrement diminué (5.5%) et ils continuent de baisser, alors que l'inverse se produit en Europe et au Japon. La politique du gel des prix et des salaires fut rigoureusement appliquée - les augmentations de salaires étaient d'une moyenne de 5.6% l'an dernier. Il semble bien que la décision de l'administration Nixon de faire porter le fardeau de la reprise économique par la classe ouvrière américaine et par les autres pays ait réussi. (5) Il s'agit de voir pour combien de temps. Les résultats de la politique de Nixon sont beaucoup plus une partie remise qu'une victoire.

La société américaine est une société ravagée, en pleine décomposition interne. Et, bien que l'impérialisme yankee continue sa pénétration dans le Tiers Monde, il a subi de sérieuses défaites ces dernières années à Cuba, en Indochine et dans plusieurs autres pays.

5) Il ne serait pas inutile de souligner que Nixon a rejeté la proposition des syndicats sur le contrôle des profits - d'autant plus qu'une des mesures internes pour la reprise économique était la détaxation de 7% sur les investissements industriels. Le programme nixonien comportait deux autres points: la réduction de l'aide à l'étranger de 10% et la réduction des dépenses fédérales. Dans son budget de '73, les coupures principales, pour en arriver à un budget équilibré, portent sur les programmes sociaux (habitation, construction d'hôpitaux, lutte contre la pauvreté, etc.) alors que le budget de la défense augmente de 4 milliards de dollars.

Je suis sûr que...

La coexistence pacifique n'a pas servi à résorber les contradictions à l'intérieur du système impérialiste. Les divergences entre les pays capitalistes s'accroissent; il n'y a que la menace soviétique ou/et une vague de soulèvements prolétariens dans le monde qui pourraient assouplir ses différends et redonner à l'impérialisme son unité d'après-guerre. Or, la coexistence pacifique a permis aux pays socialistes et aux peuples de jouer sur les contradictions inter-impérialistes et ainsi de se soustraire, à différents degrés, de la domination impérialiste. Les pays arabes par exemple, se sont détachés de l'orbite impérialiste dans une certaine mesure, même si cela souvent permis le développement de bourgeoisies nationales anti-ouvrières. Cela a aussi permis aux pays socialistes de se développer et de se renforcer, tout en causant de graves problèmes.

2- le conflit sino-soviétique

L'envers de la médaille de la coexistence pacifique entre le monde capitaliste et les pays socialistes, c'est la lutte idéologique entre les deux grandes puissances socialistes, qui risque de dégénérer en confrontation armée. Pourtant, la Chine n'a jamais rejeté le principe de la coexistence pacifique. La critique du Parti Communiste Chinois envers la direction soviétique porte essentiellement sur le mode de développement économique en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires.

Nous mêmes quand nous entreprenons la critique de la construction du socialisme dans les pays est-européens, nous avons l'impression de chasser avec un calibre 22, les deux pieds dans un marécage, le laborieux éléphant que nous n'avons jamais vu. C'est pourquoi nous préférons reproduire des extraits d'une conversation tenue par Ernesto Guevara au Ministère de L'industrie cubain en 1964, à son retour de voyage dans les pays socialistes. Cette conversation traduit assez clairement les préoccupations de la Chine envers la ligne soviétique.

"Dès qu'une entreprise fonctionne sur la base de la demande du public et mesure sa rentabilité et ses critères de gestion en relation avec celui-ci, ce n'est ni un secret, ni une rareté, c'est ce que fait le capitalisme. Le seul ennui, est que, si ce système s'étend d'une affaire à tout l'ensemble de la société, il donnera lieu

à une anarchie de la production qui provoquera nécessairement une crise, après quoi on devra de nouveau refaire le socialisme.

"C'est ce qui en train de se produire dans quelques organismes de L'Union Soviétique; ce sont des expérimentations particulières, et je n'ai pas l'intention de soutenir en aucune manière, par cela, qu'en Union Soviétique, il y a le capitalisme. Je veux simplement dire que nous sommes en présence de quelques phénomènes qui se produisent parce qu'il y a une crise de la théorie (6), et la crise de la théorie vient du fait qu'on a oublié que Marx a existé, (le Che regrettait qu'en URSS on utilise un manuel d'économie -le Manuel-, au lieu d'employer le CAPITAL, comme source de base), et qu'on se base seulement sur une partie de Lénine, car Lénine vécut longtemps et étudia beaucoup. Il m'est arrivé une fois de dire qu'il y avait au moins trois Lénine; aujourd'hui, il y en a qui disent qu'il n'y en aurait pas trois, mais deux. C'est un fait qu'entre le Lénine de L'Etat et la Revolution et de l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme, et le Lénine de la NEP, il y a un abîme. En ce moment, on considère plutôt sa dernière période, en assumant comme vérité des choses qui théoriquement ne sont pas vraies, qui furent imposées par la pratique, qui doivent être revues également sous l'aspect pratique et doivent être analysées théoriquement, comme tous les problèmes de l'économie politique dans la période de transition..."

6) Nous sommes d'accord à dire qu'une des sources du développement du système soviétique actuel provient d'une "crise de la théorie". Toutefois, nous devons y ajouter deux autres sources d'égale importance: le type de développement économique débuté dans un contexte précis par Lénine, mais cristallisé par la suite sous Staline et ses successeurs (souligné par Guevara), et la mise en place d'un appareil bureaucratique éloigné des masses soviétiques.

Le Che poursuit: "C'est que, en présence des difficultés économiques de ces dernières années, qu'elle a été la réaction ? Non pas d'aller à la source, de chercher la racine des erreurs, mais de les résoudre empiriquement. A Moscou court une anecdote qui me semble bien tournée. Il y a un avion qui vole, et à un certain moment, le pilote se rend compte qu'il a perdu sa route. Mais, au lieu de revenir à son point de départ pour faire une vérification efficace, il cherche à corriger seulement à partir du point où il s'est rendu compte; il n'est pas dit que ce soit le moment où il l'a effectivement perdue. D'où une série d'aberrations (ailleurs dans le texte, le Che fait allusion au voyage de Khrouchtchev en Yougoslavie, où il avait dit avoir vu des choses si intéressantes qu'il avait envoyé un groupe d'experts pour les étudier). En Yougoslavie fonctionne la loi de la valeur; en Yougoslavie on ferme des usines parce qu'elles ne rendent pas; en Yougoslavie, il y a les délégations suisses et hollandaises qui recrutent de la main d'oeuvre en chômage et l'emmenent dans leur pays pour travailler aux conditions qu'un pays impérialiste fait à la main d'oeuvre étrangère, considérée comme le dernier échelon de la société. Ainsi, les camarades yougoslaves vont travailler comme ouvriers ou paysans dans les pays où la main d'oeuvre se fait rare, exposés à tout moment à se trouver en chômage, dans la rue, pas autrement qu'un Porto-Ricain aux Etats-Unis.

"C'est ce qui arrive en Yougoslavie. En Pologne, on prend le même chemin en annulant toute une série de mesures de collectivisation, en revenant à la propriété privée de la terre, en établissant une série de systèmes d'échange, en augmentant les contrats avec les Etats-Unis (7). En Tchécoslovaquie aussi et en Allemagne, on commence à étudier le système yougoslave pour chercher à l'appliquer, nous sommes, en somme, en présence de tout un lot de pays qui sont tous en train de changer de route. En face de quoi ? En face d'une réalité qu'on ne peut méconnaître, c'est-à-dire que le bloc occidental avance à des rythmes de production supérieurs au rythme socialiste des démocraties populaires. Pourquoi ? Au lieu d'aller à la racine de ce pourquoi, de manière à résoudre le problème, on donne une réponse superficielle, on revient à la théorie du marché, on recourt de nouveau à la loi de la valeur, les encouragements matériels se renforcent. Toute l'organisation du travail mise sur le stimulant matériel... et ce sont les directeurs qui, chaque fois, gagnent davantage. Il faut voir le dernier projet de la République démocratique allemande; l'importance qu'y assume la gestion du directeur ou mieux la rétribution de la gestion du directeur. Cela se produit par manque de théorie, de principes et d'analyses".

7) Encore là, les échanges commerciaux et culturels que développe la Chine avec les pays occidentaux semble être d'essence différente. D'abord, ils se sont engagés avec une immense prudence. Puis, ils semblent être davantage axés sur la technique, la médecine, l'archéologie, etc.

Le commandant Alberto Mora (8):

"Comment le révisionisme commença-t-il en Yougoslavie ? Il commença par quelque chose que nous considérons tous comme juste, comme une lutte contre la bureaucratie. Mais il peut arriver que, pour éviter de tomber dans le bureaucratisme, on se précipite dans le révisionisme. J'ai voulu signaler cela, parce qu'à ce qu'il me semble, il n'est pas prouvé que l'emploi de méthodes indirectes (mécanismes de marché et encouragements matériels) dans la direction de l'économie comporte nécessairement une déviation de l'objectif final qui est la construction du socialisme et de la société communiste. A mon avis, il y a deux problèmes fondamentaux et distincts: l'un est le problème de la superstructure, pour lequel il faut travailler avec attention, et l'autre un problème pratique, de technique proprement dite de gestion et direction économique. Selon moi, en URSS, on a négligé le premier. Je veux dire par là qu'au système budgétaire de financement il manque encore deux choses: 1) une conception plus générale des problèmes de la construction du socialisme, qui ne sont pas seulement techniques, mais qui impliquent la relation entre l'homme et la société... 2) qu'il faut tenir présents à l'esprit les problèmes très concrets de la direction économique comme ils se présentent selon les nécessités spécifiques du moment, qui doivent être analysés avec soin.

En d'autres termes, une fois choisie la voie de la direction centralisée de l'économie, il reste à voir s'il est possible de la suivre avec des méthodes exclusivement administratives, ou si, parfois, il faut avoir recours à des méthodes indirectes, ou à la loi de la valeur, même au problème des prix, ou à des mécanismes qui sont utilisés par le capitalisme, mais que, comme disait précédemment le commandant, nous pouvons emprunter aussi au capitalisme pour nous en servir avec de tous autres objectifs."

Le commandant Guevara : "...il me semble que, chaque fois que nous employons, en parlant de méthodes indirectes, la loi de la valeur, nous introduisons en contrebande le capitalisme"(9). Autrement dit, ce type de gestion et de direction économique engendre non seulement une idéologie bourgeoise, mais crée des rapports de production capitalistes. Or, quand un pays s'engage dans la voie du capitalisme monopoliste d'Etat, il se trouve devant la nécessité de contrôler certains marchés internationaux et de développer une politique extérieure expansionniste (10)

8) Ministre du Commerce extérieur de Cuba, à l'époque

9) Che Guevara, Textes inédits VI, Paris, Maspéro, p.88-92

10) On pourrait lire: "une militarisation de l'économie".

Jusqu'ou est engagée l'URSS dans ce processus ? Plusieurs militants socialistes dans le monde et particulièrement les camarades chinois semblent croire qu'elle l'est suffisamment pour passer de la lutte idéologique "entre camarades" à une lutte à finir sur tous les fronts, politiques et diplomatiques et même à la préparation de la défense militaire contre une éventuelle agression soviétique. Il faut cependant voir qu'il y a plusieurs facteurs qui entrent en ligne de compte dans cette évaluation du révisionisme soviétique, et que pour nous, cela reste assez confus.

Néanmoins, la menace que semble représenter la "pensée mao-tse-toung", les manoeuvres politiques chinoises sur la scène internationale, le modèle chinois de construction du socialisme et son type d'aide économique et technique aux pays sous développés, incitent les dirigeants soviétiques à combattre la présence chinoise partout et à utiliser des tactiques d'encerclement de son territoire. Dans cette position, la politique extérieure de la Chine semble être motivés par plusieurs facteurs, dont la défense des impératifs nationaux, bien qu'elle continue d'appuyer et d'aider les mouvements qu'elle juge authentiquement révolutionnaires et populaires - tout comme l'U.R.S.S. d'ailleurs.

3-les mouvements révolutionnaires

Les conflits au sein du mouvement ouvrier et socialiste mondial sont des obstacles importants pour le mouvement révolutionnaire dans le monde entier. Sans oublier que cette lutte au sein du mouvement ouvrier a toujours existé (déjà au temps de Marx et Engels, une lutte acharnée entre les marxistes et les révolutionnaires petits bourgeois anarchistes), et aussi en constatant que cette lutte a suscité une dynamique, une revitalisation nécessaire et longtemps attendue dans le mouvement communiste international, elle a causé un fractionnement des forces dans plus leurs pays.

Néanmoins, les forces populaires de libération ne cessent de se développer et d'intensifier la lutte anti impérialiste.

En Asie, les régimes réactionnaires, de la Turquie à la Corée du sud, semblent solidement établis pour l'instant. Mais, malgré l'omniprésence militaire des Américains, l'expansionisme japonais et les répressions sordides, les peuples asiatiques poursuivent leur résistance avec une persistance exemplaire. La guerre de guérilla, passant par différentes phases, à partir de bases paysannes à la campagne, pour se développer en guerre régulière d'encerclements des villes, est la méthode adoptée par plusieurs mouvements révolutionnaires et qui semble la mieux adaptée aux conditions de l'Asie. Sur ce continent, plusieurs pays semblent proches d'un soulèvement de masse dans un avenir assez rapproché, tel l'Inde, les Philippines et bien sûr en Indochine. Si les forces révolutionnaires de ces pays, bouillonnant de contradictions explosives, parviennent à s'unir pour atteindre un plus haut degré d'organisation, la révolution asiatique avancera, certes, à pas de géants.

Le néo-colonialisme a fait des ravages profonds en Afrique depuis la période des indépendances. Le grand continent noir, divisé et subdivisé, dominé par des élites "Whippettes" entraînées dans les métropoles, est à la merci de tous les vautours impérialistes. L'absence d'une idéologie révolutionnaire et la difficulté de pénétration du marxisme léninisme retardent la libération des peuples africains (11).

11) ^{Pour la mine !} Il ne faut pas sous estimer les conditions objectives. "Dans la plupart des pays d'Afrique tropicale, notamment à l'Ouest, la paysannerie n'a pas de problème de réforme agraire. Pour l'ensemble de l'Afrique, la proportion de main d'oeuvre salariée est très faible. Cette soif de la terre constitue en Amérique Latine, en Asie du sud-ouest et dans les pays arabes une aspiration particulièrement mobilisatrice qui fait défaut en Afrique. La paysannerie africaine vit, d'autre part dans une économie de subsistance, certes difficile, mais d'où le problème de la faim est exclu. Ajoutons enfin la faiblesse de l'occupation humaine en Afrique tropicale. Un seul état excède 20 millions d'habitants; les densités de nombreux états sont dérisoirement basses - bien peu atteignent 10 habitants au kilomètre carré".

Ajoutons que "la petite bourgeoisie, classe dont l'importance sociale en pays sous développés est considérable a, en Afrique tropicale, des débouchés dans le cadre pléthorique des appareils d'état et s'y intègre aisément. Elle n'est pas, comme dans de nombreux pays latino-américains ou moyens-orientaux, une classe n'accédant pas aux postes de direction dans la mesure où elle est tenue à l'écart par les oligarchies latifundistes et des bourgeoisies compradores. Une fraction de la petite bourgeoisie, en Afrique tropicale, n'a pas à se radicaliser pour accéder au pouvoir en tant que classe dans le cadre des Etats-néo-coloniaux. En tant qu'unique détentrice du savoir, le pouvoir est déjà entre ses mains.

Cependant, le travail original et authentiquement révolutionnaire du PAIGC en Guinée Bissau (12) — première expérience de guerre populaire de libération en Afrique noire — la lutte armée en Angola, au Mozambique et dans l'ensemble de l'Afrique australe donnent beaucoup d'espoir. La lutte en Afrique sera particulièrement longue et difficile.

"Nulle part en Afrique, n'a pu monter au pouvoir une équipe révolutionnaire qui rompe avec les impérialismes et se mette sérieusement à renforcer l'indépendance nationale et à jeter les bases d'une édification conséquente. Tout au plus, a-t-on pu voir quelques États qui ont échappé, en grande partie, à la tutelle directe de l'ancienne métropole, en nationalisant plus ou moins les hauteurs dominantes de l'économie, en diversifiant leurs échanges et les sources de l'aide extérieure, en menant une politique extérieure indépendante. A des titres et à des degrés divers, c'est le cas de ce que certains appellent l'Afrique révolutionnaire: la Tanzanie, le Congo-Brazzaville, le Mali, la Guinée, le Ghana naguère" (13). Nous pourrions ajouter l'Algérie à cette catégorie.

11) suite... "En Afrique tropicale, le mécontentement social demeure, à l'heure actuelle un phénomène essentiellement urbain. Signalons que presque partout la bourgeoisie bureaucratique est plus nombreuse que le prolétariat.

"Le bas niveau des forces productives est évidemment le handicap majeur et explique, en grande partie ce qui précède".

(G.Chaliand, *La Lutte armée en Afrique*, p.139-140)

Nous avons insisté sur cette longue citation parce qu'elle souligne les distinctions qui existent entre les pays "sous-développés" et conséquemment nous aide à mieux comprendre la situation d'ensemble. De plus, nous avons la "grande francophonie" en commun avec plusieurs pays africains.

12) Mieux organisé que les troupes de Lumumba, le parti guinéen devrait continuer de se renforcer malgré la mort d'Amilcar Cabral.

13) G.Chaliand, *La lutte armée en Afrique*, p.134

Après ce bref tour d'horizon des luttes de libération en Asie et en Afrique, à quoi arrivons nous ? Qu'est ce qui est particulièrement important pour notre propre lutte, au Québec ?

Evidemment, il y a l'Indochine où les forces khmères, laotiennes et vietnamiennes ont remporté de grandes victoires. Elles ont infligé à la pieuvre yankee la pire défaite de son histoire. Avec la signature de l'armistice, le peuple vietnamien a déjà gagné la guerre. Il ne lui reste plus qu'à se faire voler la paix, comme en 1954. Que signifie le rapatriement des troupes barbares du Vietnam ? L'économie américaine a subi de sérieuses secousses depuis deux ans, mais la période de transition, d'une économie de guerre à une économie de "paix", est effectuée pour l'essentiel. Quoi qu'il en soit, la "guerre au Vietnam" aura servi de catalyseur au plus grand bouleversement dans l'histoire des États-Unis et d'exemple à toute une génération à travers le monde. Les "marines" seront, certes, plus disponibles pour intervenir ailleurs. Mais l'accueil ne sera jamais plus le même.

Ensuite, il y a le Moyen-Orient. Le peuple palestinien y demeure la clé du problème. Il est le principal obstacle au marchandage des "grandes puissances" et une menace réelle pour l'État sioniste d'Israël et les régimes réactionnaires arabes dans la région (14). En dépit des sérieuses défaites subies depuis deux ans, les organisations palestiniennes n'ont cessé leur résistance féroce et elles tendent de plus en plus vers l'unité. L'intérêt stratégique et la richesse pétrolière que représente, pour l'impérialisme, ce carrefour, le maintiendront encore longtemps comme une dame de l'échiquier.

Mais, ce qui peut avoir des effets plus déterminants sur notre lutte, c'est avant tout ce qui se passe en Europe et en Amérique.

Il y a une recrudescence de la lutte des classes en Europe qui se concrétise par une montée des luttes. Quelques événements qui peuvent avoir une signification particulière pour le Québec: la montée des luttes en France depuis la grande révolte populaire de 1968 et le front commun formé par les partis communiste et socialiste et les syndicats; les luttes syndicales imposantes en Angleterre et la guerre civile en Irlande du nord; l'effervescence populaire en Italie, la mobilisation et l'organisation des travailleurs sous de nouvelles formes de lutte qui rompent avec le réformisme d'antan.

14) Le monde arabe est en pleine mutation. Les événements récents en Lybie, en Egypte, au Soudan, au Maroc, en Irak, etc., en sont la preuve évidente. Le développement des forces productives depuis les 20 dernières années et l'exacerbation des antagonismes dans les sociétés arabes dépassent les capacités de solution des petites bourgeoisies au pouvoir.

Enfin, c'est sur notre continent, notre Amérique, qu'il faut river les yeux. C'est ici qu'un éclatement apparaît comme le plus imminent dans la prochaine décennie (15). Plusieurs pays d'Amérique latine ont atteint un niveau de développement des forces productives supérieures à la plupart des pays du Tiers Monde. Au Chili, en Argentine, en Uruguay, un prolétariat solide s'oppose à la bourgeoisie. En Colombie, au Mexique, au Venezuela et en Bolivie, les organisations révolutionnaires sont loin d'être exterminées. L'intervention américaine n'a pu empêcher certaines victoires riches d'expérience, parfois temporaires, comme à Cuba, au Chili et au Pérou. Aux Etats-Unis, les organisations progressistes parmi les noirs, les Porto-Ricains, les Mexicains, les G.I. et les jeunes blancs ne cessent de se multiplier. De plus, contrairement à l'impression qu'on a souvent à l'étranger, des couches de plus en plus importantes de la classe ouvrière et des travailleurs américains en général, surtout parmi les jeunes, subissent une évolution assez rapide depuis quelques années, dans leur prise de conscience et même dans certaines formes de regroupement organisationnel dans les entreprises.

Quant au Canada, qui apparaît toujours comme l'industrielle et stable succursale du nord, si nous regardons attentivement sa situation économique et politique, nous pouvons en conclure que c'est objectivement, un des "maillons les plus faibles" dans la structure impérialiste mondiale, c'est-à-dire dans le "Groupe des 10" pays capitalistes avancés.

Il faut donc compter, avant tout, sur les contradictions à l'intérieur du Canada; et sur nos propres capacités d'y trouver des solutions.

15) Le Che exprime mieux que quiconque l'importance de la lutte en Amérique latine: "...Il y a une identité si grande entre les classes de ces pays, qu'ils parviennent à une identification de caractère "international américain", beaucoup plus complète que sur d'autres continents... Le degré et les formes d'exploitation sont identiques quant à leurs effets, tant pour les exploités que pour les exploités de la plupart des pays d'Amérique latine. Et la rébellion est en train de mûrir à un rythme accéléré... Nous pouvons nous demander cette rébellion, comment fructifiera-t-elle? Quelle forme prendra-t-elle? Nous soutenons depuis longtemps qu'étant donné les caractéristiques similaires, la lutte en Amérique latine atteindra le moment venu des dimensions continentales. L'Amérique sera le théâtre de grandes batailles nombreuses livrées par l'humanité pour sa libération... Dans le cadre de cette lutte de portée continentale, les luttes qui se poursuivent actuellement de façon active ne sont que des épisodes..." E. Che Guevara, Message à la Tricontinentale.

PARTIE II

LES CONTRADICTIONS A L'INTERIEUR DU CANADA

1-la domination impérialiste

Les études publiées récemment (1) nous donnent plusieurs indications sur le degré de dépendance économique et technologique du Canada face à la mainmise étrangère et plus particulièrement américaine.

La mainmise américaine s'étend partout...

D'abord, il faut noter que le capital britannique est l'initiateur de l'investissement de capitaux importants au Canada (2). L'investissement britannique s'effectuait, principalement, sous forme de portefeuille (obligations gouvernementales et titres des sociétés privées, sous forme d'obligations ou d'actions en bourse). Ensuite, il faut ajouter que les investissements britanniques furent dépassés très tôt par le capital américain. Les Américains cherchent, dès le début, le contrôle à travers les investissements directs, au lieu de la simple participation au capital "action". Les tableaux 1 et 11 ci-joints, parlent d'eux-mêmes.

Le "processus de remplacement" du capital britannique par le capital américain s'accroît à partir de la période suivant la première guerre mondiale. Le capital britannique diminue de 181 millions entre 1913 et 1926, tandis que le capital américain augmente de 2,361 milliards, pour atteindre le chiffre de 3,196 milliards, soit 53% du total des investissements étrangers au Canada. Durant toute la période de la crise des années trente, cette même tendance se poursuit. Et c'est durant la deuxième guerre mondiale que le capital américain "balaie définitivement" le capital britannique.

A la suite de la deuxième guerre mondiale, la bourgeoisie canadienne cède la place qu'elle s'était frayée durant la crise dû au départ des capitaux anglais, à l'impérialisme américain qui étend sa domination à tous les secteurs manufacturiers de haute technologie. L'industrie canadienne devient de plus en plus intégrée aux monopoles américains. Les investissements directs américains passent de 2,428 milliards en 1946 à 13,940 milliards en 1965, une augmentation d'environ 550%. Considérant que le total des investissements directs étrangers en 1965 était de 17,208 milliards,

1) Il s'agit évidemment des rapports Raynauld, Gray, La capitulation tranquille de K. Levitt, le travail de C. St-Onge sur l'impérialisme, pour ne citer que les principaux.
2) Sur ce point, voir l'impérialisme au Québec, de C. St-Onge.

TABLEAU 1 - CAPITAUX INVESTIS AU CANADA (en valeur comptable en millions de dollars)

	1867	1900	1913	1926	1939	1946	1952	1960	1964	1965
Royaume Uni:										
directs -	-	65	200	336	366	335	544	1,535	1,944	2,013
portefeuille -	185	1,000	2,618	2,301	2,110	1,333	1,340	1,824	1,519	1,485
TOTAL	185	1,065	2,818	2,637	2,476	1,668	1,884	3,359	3,463	3,498
Etats Unis:										
directs -	15	175	520	1,403	1,881	2,428	4,532	10,549	12,901	13,940
portefeuille -	-	30	315	1,793	2,270	2,729	3,466	6,169	8,542	9,365
TOTAL	15	205	835	3,196	4,151	5,157	7,988	16,718	21,443	23,305
Autres:										
directs -	-	-	50	43	49	63	144	788	1,044	1,255
portefeuille -	-	35	147	127	237	290	358	1,349	1,404	1,449
TOTAL	-	35	197	170	286	353	502	2,137	2,448	2,704
Total directs -	15	240	770	1,782	2,296	2,826	5,220	12,872	15,899	17,208
Total portefeuille -	185	1,065	3,080	4,221	4,617	4,352	5,164	9,342	11,465	12,299
GRAND TOTAL	200	1,305	3,850	6,003	6,913	7,178	10,384	22,214	27,354	29,507
Investissements directs en pourcentage de tous les investissements étrangers -		18.5	20	30	33.5	39	50	58	58	58.3
Investissements américains en pourcentage de tous les investissements étrangers -		15.5	21.5	53	60	72	77	75	78.5	79.0

Source: B.F.S. - Canadian Balance 1963-64-65, Int. Invest. Pos. p. 126 repris par K. Levitt, pp. 78-79 pour tableaux 1 et 11.

TABLEAU 11 - EVALUATION DE LA DETTE CANADIENNE A LONG TERME (en millions de dollars canadiens)

Période de formation	Royaume Uni	Etats Unis directs	Etats Unis (portefeuille)	autres pays	Total
1867-1900 (33 ans)	+880	+160	+30	+35	+1,105
Economie du blé 1900-1913 (13 ans)	+1,753	+345	+285	+162	+2,545
Première guerre mondiale 1913-1926 (13 ans)	-181	+883	+1,478	-27	+2,153
Effondrement de l'économie mondiale 1926-1939 (13 ans)	-161	+478	+477	+116	+910
Seconde guerre mondiale 1939-1946 (7 ans)	-808	+547	+459	+67	+265
Premier boom de l'après guerre 1946-1952 (6 ans)	+216	+2,104	+737	+149	+3,208
Dernier boom de l'après guerre 1952-1960 (8 ans)	+1,475	+6,017	+2,703	+1,635	+11,830
Les années 60 1960-65 (5 ans)	+139	+3,391	+3,196	+567	+7,293
Total des entrées 1867-1964	+3,498	+13,940	+9,365	+2,704	+29,507
Entrées 1952-1965 (13 ans)	+1,614	+9,408	+5,899	+2,202	+19,123

les monopoles américains détenaient donc plus de 79% de ce montant (3). Voir tableau 111.

Ce tableau (111) démontre clairement que les investissements directs étrangers (particulièrement américains) s'orientent vers:
1) les secteurs névralgiques de l'industrie manufacturière;
2) et l'exploitation des ressources naturelles.

Le rapport Gray nous donne un grand nombre de renseignements qui nous permettent de vérifier ces deux affirmations. Voir le tableau IV.

sur nos ressources naturelles...

Considérant les ressources naturelles, le même rapport -version officieuse- en dit ceci:

"...l'industrie canadienne dans le secteur des ressources naturelles se distingue par une intégration verticale poussée, comme c'est le cas pour ce secteur dans la plupart des économies du monde. La forte domination étrangère dans ce secteur a déjà été signalée. La motivation à la base de cette intégration et de la mainmise étrangère est le désir des firmes étrangères de conserver leur position dominante sur les marchés nationaux, plutôt que d'accroître leur domination du marché canadien (sic). Cela a néanmoins eu pour résultat de faire obstacle à la pénétration et à la concentration des industries canadiennes d'exploitation des ressources naturelles.

...La taille de l'entreprise moyenne dans l'industrie minière est plus de deux fois plus grande que celle de l'entreprise manufacturière moyenne (actif de 4,2 millions comparativement à 1,9 millions). Elle requiert des capitaux plus abondants que l'entreprise manufacturière...

...La taille moyenne des entreprises de l'industrie minière contrôlées par des étrangers est plus de six fois plus grande que celle des firmes contrôlées par des canadiens. L'actif moyen pour les entreprises sous dépendance étrangère était de 26 millions en 1967 en comparaison de 3,7 millions pour les firmes sous contrôle canadien. Bien qu'elles ne représentent que 11,4 pour cent de toutes les entreprises, les sociétés sous domination étrangère possèdent 71% de l'actif de toute l'industrie. Ces caractéristiques générales valent également pour les divers sous-secteurs de l'industrie minière. Par exemple, l'actif moyen d'une entreprise sous contrôle étranger dans l'industrie minière est de près de quatre fois supérieure à celui des firmes

3) Le département du Commerce des Etats-unis révélait récemment que le total des investissements directs à l'étranger par les USA était passé à 86 milliards à la fin de '71, dont 27,6 en Europe, 1,8 au Japon, 4,8 en Australie, Nouvelle Zélande et Afrique du sud, 23,3 ...suite à la page suivante

TABLEAU 111- LES INVESTISSEMENTS DIRECTS AU CANADA ENTRE 1945 et 1965 SE
REPARTISSENT COMME SUIT:

	Investissements directs américains (en millions de dollars)		Autres investissements étrangers directs (en millions de dollars)	
	1945	1965	1945	1965
Produits du bois et du papier	316	1,164	32	195
Produits du fer et du minerai	272	1,769	5	244
Métaux non ferreux	203	1,021	8	91
Produits végétaux et animaux	184	798	63	181
Produits chimiques et dérivés 118		947	26	224
Minéraux non métalliques 39		160	4	102
Textiles	28	97	28	44
Fabrications diverses	31	142	2	6
TOTAL (secteur manufacturier incluant les raffineries) 1,191		6,098	168	1,087
Pétrole et gaz naturel 1,191		6,098	-	930
Mines et fonderies	215	1,875	22	143
Services publics (à l'exclusion des pipes-lines)	358	286	17	20
Mise en marché	147	695	55	362
Maisons financières	198	1,041	141	644
Autres entreprises	54	345	6	82
TOTAL	2,304	13,940	409	3,268

Source: B.F.S. Canadian Balance, Third Quarter, 1968, p.25, décembre 1968, repris par K. Levitt,
p.71

TABLEAU IV: AMPLIEUR DE LA MAINMISE ETRANGERE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE
CANADIENNE SELON DIVERSES MESURES.

Branche industrielle	1968 (secteur étranger en pourcentage du total pour l'industrie)			
	Actifs	Ventes	Profits	Revenu imposable
Dérivés du pétrole & charbon	99.7	99.6	99.7	99.4
Métaux primaires	55.2	51.1	62.4	64.4
Fabrications métalliques	46.7	45.0	64.7	62.2
Minéraux non métalliques	51.6	42.3	47.2	52.9
Machinerie	72.2	72.7	78.1	87.2
Produits chimiques	81.3	81.1	88.9	89.1
Caoutchouc	93.1	91.5	90.1	88.4
Matériel électrique	64.0	62.7	78.0	88.1
Tabac	84.5	80.1	82.7	83.1
Textile et vêtement	39.2	28.5	54.9	54.6
Papier	38.9	40.7	39.8	39.0
Aliments et boissons	31.3	27.1	29.4	30.9
Imprimerie et édition	21.0	13.2	22.0	22.7
Meuble	18.8	15.5	20.4	23.2
Cuir	22.0	21.4	25.2	27.3
Bois	30.8	22.2	23.8	23.0
Produits divers	53.9	51.2	72.1	72.6
Matériel de transport	87.0	90.6	89.8	88.7
TOTAL -toutes manufactures	58.1	55.0	63.4	62.4

Source: Rapport Gray, p.36

canadiennes du même secteur...

...Les grandes sociétés sous contrôle étranger sont particulièrement concentrées dans les secteurs suivants: industrie pétrolière et charbonnière (24 sociétés ayant un actif moyen de 198 millions); fonderie et affinages primaires (28 sociétés ayant un actif moyen de 134 millions); métaux de base (60 entreprises ayant un actif moyen de 52 millions); et exploitation des gisements métallifères (63 compagnies ayant un actif moyen de 32 millions). Les 8 plus grandes sociétés dans le secteur de la fonderie et de l'affinage primaires étaient comptables de près de 90% de la production"...(4)

sur la technologie...

Si nous ajoutons à cela le "degré de dépendance de l'économie canadienne à l'égard des sources étrangères de technologie, nous avons un portrait assez complet de la situation. "Environ 95% des brevets émis au Canada sont inscrits au nom de propriétaires étrangers, et de ce chiffre, les deux tiers sont la propriété de résidents des États Unis(...). Une autre étude laisse voir que sur une liste de 25 pays, le Canada a le plus fort pourcentage de brevets appartenant à des étrangers et le plus faible pourcentage de brevets appartenant à des résidents du pays d'émission"(5). Ce tableau de la situation économique que dresse pour nous le rapport Gray, (en dépit du fait que nous ayons certaines réserves sur ses critères de calcul) (6) est certes conforme à la réalité. D'autres études moins récentes démontrent les mêmes tendances et en arrivent à des constatations similaires.

3) suite... dans les pays du "Tiers monde" (dont 15,7 en Amérique latine seulement) et 24 milliards au Canada soit environ 30% du total.

4) Rapport Gray, pp. 74-75

5) Rapport Gray, p. 59

6) C. St-Onge, dans son travail sur l'impérialisme y émet la note suivante: "...Bien que muet sur ses sources d'information, il (le rapport Gray) s'alimente à la publication gouvernementale: Loi sur les Déclarations des Corporations et des syndicats ouvriers... elle emploie un ensemble de notions différentes de celles du Bureau Fédéral de la statistique. Les séries du B.F.S. ne sont pas directement comparables à celles du L.D.C.S.O. Il existe plusieurs différences essentielles; elles portent sur les "concepts" de a) propriété et b) contrôle.

A)1 - Dans les séries du B.F.S., la propriété est définie par la proportion de capital que détiennent les étrangers dans une société quelconque. Le capital est composé: a) de la dette à long terme et, b) des avoirs. La propriété représente donc exclusivement cette portion du capital détenue à l'étranger.

A)2 Dans L.D.C.S.O., une société est classifiée par exemple, sous la catégorie "appartenance étrangère à 50%", lorsque 50% et plus des actions délibérantes appartiennent à l'étranger. Alors, l'actif total de la société en question est classifiée dans la catégorie "appartenance étrangère à 50%".

suite de la note à la page suivante...

Le rapport Raynauld, cité par le Parti Québécois et la CSN, établit la propriété des entreprises manufacturières au Québec, de la façon suivante:

TABLEAU V: PROPRIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DANS L'INDUSTRIE DE FABRICATION

Québec 1961 (valeur ajoutée, en pourcentage)			
Branche industrielle	Francophones	Anglophones	Etrangers
Aliments	30.9	32.0	38.1
Boissons	4.7	64.9	30.4
Tabac	0.9	31.2	67.9
Caoutchouc	8.0	37.5	54.5
Cuir	49.4	46.3	4.3
Textile	2.1	68.3	29.6
Bonneterie	24.7	53.2	22.1
Vêtement	8.2	88.6	3.2
Bois	84.0	13.2	2.8
Meuble	39.4	53.6	7.0
Pâte et papiers	4.8	53.3	41.9
Produits du papier	22.0	41.2	33.8
Imprimerie et édition	28.2	65.7	6.1
Fer et acier	11.7	28.9	59.4
Métaux non ferreux	3.7	11.6	84.7
Produits non métalliques	23.7	35.9	40.4
Machines	18.3	17.0	64.7
Matériel de transport	6.4	14.4	79.2
Équipement et appareils électriques	6.6	58.0	35.4
Produits minéraux non métalliques	14.8	51.2	34.0
Pétrole et houille	0.0	0.0	100.0
Produits chimiques et médicaments	6.5	16.4	77.1
Instruments de précision	4.6	23.5	34.2
Divers	24.5	41.3	34.2
TOTAL	15.4	42.8	41.8

Source: Rapport B.B., Livre 111, p. 56

(6) suite...

B) Il existe une similarité entre les deux séries en ce qui concerne la notion de contrôle mais il subsiste cependant des différences:

1) dans la série du B.F.S., le contrôle est défini en fonction du capital, i.e. la dette à long terme, plus les avoirs;

2) dans L.D.C.S.O., c'est l'actif qui sert d'indice de valeur. Bien que les deux séries ne soient pas immédiatement comparables, elles possèdent un "certain" degré de cohérence, si l'on prend les grandes divisions de l'économie. Ajoutons que la L.D.C.S.O. ne couvre pas toutes les sociétés. La loi ne s'applique qu'aux sociétés dont le revenu brut perçu au cours de l'exercice financier était supérieur à \$500,000.00 ou dont l'actif dépassait \$250,000.00

Outre le fait que ce rapport date de 1961, il est contestable à plusieurs points de vue. Premièrement, les critères de propriété utilisés dans ce rapport sont d'un simplisme étonnant. (7) Deuxièmement, mêmes les notions de contrôle et de propriété, tel qu'utilisées par le B.F.S. et la L.D.C.S.O. sont basées sur des critères plutôt juridiques (voir note 6). Il a été démontré par plusieurs économistes qu'il est possible de contrôler une entreprise en détenant seulement 5% des actions à condition que les autres actions soient réparties en un nombre suffisamment nombreux d'actionnaires. C'est toute la notion de contrôle et de possession qui est faussée. Les statistiques prennent pour acquis que les investissements sous forme de portefeuille sont "neutres" et ne tiennent compte que des investissements directs. De plus, on ne tient pas compte des autres formes possible de contrôle tel que: la production sous license, les franchises, les contrats d'exclusivité des fournitures, les marchés captifs, etc. (8)

Troisièmement, quand on parle de contrôle anglophone, il faut bien spécifier le rôle que joue l'Ontario dans la structure économique canadienne. Comme l'indique le tableau VI, le Québec et l'Ontario assurent conjointement plus de 75% du total de la valeur des expéditions, (24,617 milliards de 30,856 milliards) et de l'emploi de la main d'oeuvre (1,158,454 des 1,491,257 employés canadiens). Toutefois, la part de l'Ontario est plus grande et est presque le double que le Québec -728,936 employés et une valeur d'expédition de 15,843 milliards contre 479,518 employés et une valeur d'expédition de 8,774 milliards.

7) A- "L'origine des propriétés a été établie en deux étapes. On a d'abord divisé les entreprises en étrangères et canadiennes. Les entreprises sont étrangères si 50% ou plus du capital actions est détenu par des personnes résidant à l'étranger. A une seconde étape, on a classé les entreprises canadiennes selon qu'elles sont francophones ou anglophones. Pour ce faire, on a examiné les noms des membres des conseils d'administration de ces sociétés; ainsi une entreprise est francophone si la majorité des noms ont une consonance francophone et vice versa". Rapport B.B., p.457. Pourtant, Robert Jourdan était bien américain.

7) B- "On peut remarquer que 1) la "propriété" tel que définie par Raynauld ne tient pas compte de la dette à long terme des sociétés, 2) on ignore s'il s'agit de propriété ou contrôle tel que défini par le B.F.S." (C. St-Onge, l'Impérialisme au Québec)"
Ce cher M. Raynauld a été nommé président du Conseil économique du Canada par le non moins cher M. Trudeau...

8) A- C. St-Onge le souligne dans son travail, l'Impérialisme au Québec.
8) B- "Le contrôle d'une corporation s'exerce normalement par la propriété de 50% ou plus des actions donnant droit de vote. Il peut cependant s'exercer par d'autres voies:

suite à la page suivante...

TABLEAU VI: PRINCIPALES STATISTIQUES DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES DU CANADA, DE L'ONTARIO ET DU QUEBEC, PAR GROUPES D'INDUSTRIES

GROUPES	CANADA			ONTARIO			QUEBEC		
	Etablissements	Employés	Valeur des expéditions en millions	Etablissements	Employés	Valeur des expéditions en millions	Etablissements	Employés	Valeur des expéditions en millions
Aliments & boissons	7,407	214,986	6,127	2,583	86,803	2,543	2,300	57,086	1,629
Tabac	39	10,867	349	18	3,417	155	21	7,180	193
Caoutchouc	95	24,972	427	52	16,457	318	30	6,815	93
Cuir	543	32,404	328	210	14,857	163	284	16,003	150
Textiles	939	74,455	1,205	374	26,326	454	428	45,002	702
Bonneterie	364	22,972	277	123	8,917	102	220	12,176	156
Vêtements	2,335	96,408	992	548	23,931	240	1,562	61,257	644
Bois	4,575	89,407	1,396	863	17,001	221	1,453	19,674	243
Meubles	2,216	37,986	470	922	18,041	233	741	14,620	170
Papier & produits connexes	605	106,309	2,707	267	40,605	950	209	39,433	959
Imprimerie & édition	3,439	75,448	984	1,453	38,677	524	1,002	20,640	273
Métaux primaires	398	100,407	2,547	204	61,147	1,498	105	22,676	671
Produits métalliques	3,455	121,021	2,137	1,738	69,481	1,265	874	31,494	541
Machinerie	650	63,912	1,078	392	43,511	788	109	12,860	185
Matériel transport	744	123,767	3,198	319	83,094	2,616	122	24,784	377
Appareils électriques	578	105,414	1,704	378	70,842	1,201	125	29,275	421
Produits des minéraux non métalliques	1,336	48,501	918	532	23,904	461	398	15,007	268
Produits du pétrole & de la houille	89	15,009	1,419	25	6,899	487	16	2,981	400
Produits chimiques	1,140	67,433	1,798	564	36,863	1,083	346	23,666	497
Divers	2,664	59,579	796	1,216	38,253	540	753	23,654	296
TOTAL	33,631	1,491,257	30,856	12,781	728,936	15,843	11,098	479,518	8,774

Source: Canada, Bureau fédéral de la statistique. Statistique récapitulative des industries manufacturières, 1964
Communiqué provisoire, supplément au bulletin quotidien, Ottawa, 25 janvier 1967, 22 p.

De plus, excepté pour le papier et les produits connexes, l'Ontario domine dans tous les domaines de l'industrie lourde: métaux primaires, produits métalliques, machinerie, matériel de transport, appareils et matériel électriques, produits des minéraux non métalliques, produits du pétrole et de la houille, produits chimiques, alors que la production québécoise est principalement axée sur l'industrie légère, ayant peu d'effets d'entraînement économique: le tabac, le cuir, les textiles, la bonneterie, les vêtements et le bois.

Mais il faut ajouter que la "proportion de l'industrie manufacturière sous contrôle étranger est plus élevée en Ontario (70%), suivi par les provinces des Prairies (61%), le Québec et les provinces de l'Atlantique (60%) et la Colombie britannique (44%) (...). L'Ontario est le centre le plus important des activités manufacturières sous contrôle étranger: ces sociétés ont réalisé 50% de leurs revenus imposables en Ontario. Elles en ont réalisé une proportion deux fois et demie moindre au Québec, la province qui suit l'Ontario en importance. Cette comparaison met en lumière la position dominante de l'Ontario en tant que région industrielle; elle indique aussi que les sociétés sous contrôle étranger réalisent une plus grande part du revenu imposable au secteur manufacturier en Ontario que partout ailleurs". (9). Le tableau VII illustre la façon dont le rapport Gray présente la répartition du capital étranger, par industrie et par région.

Un "satellite" des Etats-Unis

Le Canada est une entité économique "satellisée" aux Etats Unis. Ses particularités régionales ne viennent que renforcer ce phénomène. L'Ontario est le pivot entre les monopoles américains et les autres régions du Canada. Plusieurs filiales d'entreprises manufacturières américaines "exportent" au Québec de l'Ontario.

8) suite... a) par la possession d'un pourcentage minoritaire d'actions votantes si celles-ci sont réarties entre un très grand nombre d'actionnaires; b) par la prise en mains de la dette globale; c) par des contrats d'achats ou de ventes; d) par des accords de production ou des franchises; e) par des contrats de gestion ou des ententes officieuses avec la direction; f) par des mandats de fiducie comportant droit de vote, par des ententes entre les actionnaires ou d'autres contrats du genre, y compris la possibilité d'un contrôle au moyen de valeurs mobilières, d'accords de nantissement, de conventions de fiducie prenant force en cas de défaut". Rapport Gray, Leméac/Le Devoir, p.205

9) Rapport Gray, p.37

Bien que le capitalisme anglo-canadien (10) soit parvenu à maintenir une position "dominante dans certains secteurs manufacturiers, tels que les pâtes et papiers, les aliments et les boissons, les minéraux non-métalliques, le textile et le vêtement, l'imprimerie et l'édition (11) et le meuble, puis, une présence plus ou moins importante dans les mines, c'est dans les secteurs des services publics, commerciaux et financiers, dont le centre est à Toronto, que l'industrie autochtone a pu préserver le contrôle et se développer (12).

10) Quant à la section francophone, elle manifeste sa "présence" dans les secteurs manufacturiers, traditionnellement réservés au capital canadien. Bien qu'elle domine dans les industries du bois et du cuir, on ne peut parler d'une activité propre des "francophones" à l'intérieur de la bourgeoisie nationale. La fraction de la bourgeoisie canadienne française la plus solide économiquement, est totalement assimilée aux intérêts et aux impératifs de la bourgeoisie nationale. C'est parmi la bourgeoisie "montante" -ce qu'on pourrait appeler bourgeoisie moyenne identifiée au Québec- qu'on cherche à créer une deuxième option d'un développement distinct à travers le mouvement coopératif dans les secteurs agricoles, de l'alimentation et de l'épargne et à travers l'intervention de l'état québécois dans les différents secteurs de l'économie.

11) "La valeur et la taille de l'industrie de l'imprimerie sont plus considérables que celle de l'édition. Ceci explique comment il se fait que la catégorie "imprimerie et édition" soit principalement entre les mains de Canadiens, alors que l'édition appartient surtout à des étrangers." Rapport Gray, p.28

12) A titre d'exemple, la Banque du Canada dévoilait récemment qu'au 30 juin 1972, sur 15,246 milliards de dollars de prêts de toutes sortes effectués par les banques à chartes au Canada, 5,684 milliards allaient sur le marché ontarien, alors que seulement 3,259 milliards allaient au Québec. Ces chiffres sont d'autant plus significatifs que le "seul domaine où notre province se classe en tête est le secteur public: le gouvernement du Québec et nos municipalités devaient en effet 869 millions de dollars aux banques contre seulement 706 millions pour l'Ontario". La Presse, J.Poulain, 3 janvier 1973.

TABLEAU VIII: AMPLIEUR DE LA MAINMISE ETRANGERE DANS L'INDUSTRIE DES SERVICES, SELON DIVERSES MESURES.

1968
(secteur étranger en pourcentage du total de l'industrie)

INDUSTRIE	ACTIF	VENTES	PROFITS	REVENU IMPOSABLE
Construction	13.8	10.8	12.6	16.8
Transport	8.4	9.3	17.9	14.9
Communications	0.4	0.3	0.6	2.9
Services publics	15.7	25.3	20.8	28.3
Commerce en gros	31.4	28.8	30.5	30.6
Commerce en détail	21.2	19.9	31.4	32.7
Services financiers	12.6	11.5	18.9	14.2

Source: Rapport Gray, p.37

TABLEAU VII: PROPORTION DU REVENU IMPOSABLE, ATTRIBUABLE AU SECTEUR ETRANGER, EN POURCENTAGE

Moyenne 1965-1968

INDUSTRIE	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Colombie	Canada
Agriculture, piégage, forêts et pêches	42.9	-	14.3	6.2	25.2	20.7
Mines	88.8	40.6	59.3	76.5	26.7	55.0
Manufactures	59.6	60.3	70.0	60.5	44.1	63.8
Construction	9.7	12.1	19.0	23.0	42.6	20.6
Transport, entreposage, communications et services publics	16.2	44.0	20.9	19.3	12.0	22.1
Commerce de gros	17.6	32.2	39.7	38.5	30.8	35.7
Commerce de détail	30.4	27.2	36.3	52.2	40.5	37.4
Services financiers	21.8	22.3	25.6	28.3	26.7	30.6
Autres services	24.4	41.9	39.1	40.6	27.8	38.7

Source: Rapport Gray, p.37

Le rôle du secteur financier

Les banques, les sociétés de fiducie, les sociétés d'assurances sont les piliers centraux de la bourgeoisie nationale canadienne. (13) Ces institutions lui permettent de canaliser l'épargne des travailleurs salariés vers le développement de l'entreprise capitaliste, l'achat d'obligations gouvernementales et l'ouverture de nombreux champs d'investissements. Le plus vaste de ces réseaux d'institutions est composé de la Bank of Montreal, le Royal Trust et la Sun Life. Ce groupe contrôle un actif de 20 milliards de dollars (équivalent à plus d'un cinquième du produit national brut canadien) qui se répartit ainsi: (voir page suivante)

(13) "Il existe à l'heure actuelle quelques sociétés multinationales contrôlées par des Canadiens et dont le siège social se trouve au Canada. Ce sont: les banques, Alcan, Polymer, Massey Ferguson, MacMillan Bloedel, Moore Corporation, Seagrams et Crush International. Selon Statistique Canada, les investissements directs canadiens à l'étranger en 1964 se chiffraient à 3,5 milliards de dollars. Les non-résidents contrôlaient 47% de ces investissements. Les 13 sociétés les plus importantes comptaient pour 70% de ce chiffre... Les entreprises canadiennes qui s'internationalisent lorsqu'elles arrivent à maturité ont tendance, semble-t-il, à perdre quelque peu de leur identité canadienne au point où celle-ci ne devient que nominale. Prenons le cas de l'Inco et de Massey Ferguson. En essayant de dresser une liste des plus importantes sociétés multinationales contrôlées par des Canadiens, on ne fait que souligner le problème. Alcan et Seagrams, par exemple, sont-elles vraiment contrôlées par des Canadiens? Le marché américain si vaste et si puissant, est une attraction constante pour les investissements directs canadiens".

Rapport Gray, pp. 211-212

ENTREPRISE	Nombre de directeurs en commun avec la B.M.	Valeur de l'actif (en millions de \$)
Alcan Aluminium	2	1,954,032
Asbestos Corporation	2	82,639
Bank of Montreal	34	6,818,515
Bell Telephone	4	2,862,524
British Nfld. Corp.	3	140,771
C.I.L.	5	279,041
C.P.R.	8	2,155,463
Cominco	5	443,577
Consolidated Bathurst	4	476,858
Domtar	3	520,358
International Nickel	5	1,396,156
Molson Industries	4	91,439
Petrofina	4	246,864
Price Co.	3	306,682
Royal Trust	7	1,086,162
Steel Co. Of Canada	5	812,048
Sun Life	7	3,386,066

En 1957, les 30 directeurs de la Bank of Montreal détenaient plus de 220 directorats dans les corporations diverses. Les 25 directeurs de la Royal Bank détenaient 240 directorats dans diverses corporations, y compris 12 postes au Montreal Trust; les 22 directeurs de la Canadian Bank of Commerce détenaient 255 directorats, y compris 7 au National Trust; enfin, les 20 directeurs de la Bank of Nova Scotia détenaient 220 directorats, dont 5 à l'Eastern Trust. Les directeurs de la Bank of Montreal, Royal Bank et Canadian Bank of Commerce détenaient ensemble 200 des 297 directorats des plus grandes corporations et 34 des 55 directorats des principales sociétés d'assurances. La Sun Life, Mutual Life et Confederation Life détenaient, à leur tour, 107 des 188 directorats "réservés" aux directeurs de sociétés d'assurance canadiennes sur les conseils d'administration des grandes corporations. (14)

En effet, le capital financier au Canada est extrêmement centralisé. Neuf banques à chartes concentrent à elles seules un actif de 60,630 milliards de dollars (28,004 milliards en 1966, soit une augmentation de plus de 100% en six ans --remarquons que le produit national brut au Canada n'atteint pas 100 milliards). Le tableau IX indique l'actif des principales banques canadiennes.

14) L.A. Johnson, *The development of Class in Canada in the twentieth century*, pp.24-26. C.A. Ashley, *Concentration of economic power*, C.J.E.P.S. J. Porter, *Concentration of economic power and the economic elite*, C.J.E.P.S.

TABLEAU IX: ACTIF DES PRINCIPALES BANQUES CANADIENNES.

Banque	Actif (1968) (en millions)	Actif (31/10/71)	Augmentation (%)	Actif (31/10/72) (en million)	Augmentation (%)
Banque royale	8,743	12,953	48	14,767	14
B. de Commerce can. imp.	8,343	11,400	37	13,301	16.7
Bank of Montreal	6,819	10,165	49	11,323	11.4
B. of Nova Scotia	5,217	7,085	36	8,541	20.6
B. Toronto-Dominion	4,378	6,549	50	7,547	15.2
B.C.N.	1,412	2,280	62	2,686	17.8
B. Provinciale	759	1,416	87	1,828	29.1
B. Colombie britannique	34	178	424	244	37
Mercantile*	-	288	-	390	35.4
TOTAL (15)	37,705	52,314	46	60,630	15.9

* Filiale de la First National City Bank de New York, la Mercantile est la seule banque américaine opérant au Canada

Source: L.A. Johnson, *The development of class in Canada in the twentieth century*.
J. Poulain, *La Presse*, 19 décembre 1972.

Les institutions bancaires canadiennes sont d'importantes sources de financement pour les monopoles étrangers. Max Salsman, critique financier du N.P.D., disait dans une interview au magazine Maclean's: "Les banques ont été un des principaux contributeurs à la mainmise étrangère sur l'économie canadienne, parce qu'elles sont plus disposées, dans plusieurs cas, à prêter de l'argent aux firmes américaines qu'aux firmes canadiennes". De 1963 à 1965, les succursales canadiennes de ces monopoles se finançaient de la façon suivante:

TABLEAU X:

	Nouvelles entrées de capitaux	Profits retenus	Amortissements	Emprunts locaux
Mines et fonderies	1.6	57.6	24.9	15.9
Pétrole	19.2	33.7	32.4	14.7
Manufactures	10.4	41.8	27.5	19.8
TOTAL	11.4	42.4	28.3	17.9

Source: U.S. Survey Current Business, janvier 1967.
cité par K. Levitt, p. 214

En 1969, le Canada finançait 35% des exigibilités des filiales étrangères, en regard de 28% en 1964 (...). Des 9,6 milliards de dollars, sous forme de prêts bancaires aux entreprises, en circulation à la fin de 1969, au moins 1,2 milliards, soit 12.5%, avait été fourni à des filiales étrangères". Rapport Gray, p. 49

A ceci, il faut ajouter le financement des acquisitions par achat d'entreprises canadiennes par les monopoles étrangers, (environ 194 "take-overs" entre '63 et '67) et les subventions gouvernementales. (Se référer à L'Etat, rouage de notre exploitation, F.T.Q.)

Ceci est d'autant plus significatif, quand nous considérons que le contrôle de la maison mère sur sa filiale canadienne est total.

15) "Nous n'avons pas rendu compte, dans ce qui précède, de l'épargne réalisée par les entreprises sous contrôle étranger au Canada. Statistique Canada nous a fourni une mesure de l'importance de cette épargne lorsqu'il a entrepris de l'évaluer pour la période allant de '67 à '69. On constate, à partir de calculs officieux qui n'ont pas été publiés, qu'au cours de ces trois années, les sociétés contrôlées par des étrangers étaient comptables d'une épargne brute de 8,8 milliards de dollars, par rapport au chiffre global de \$52,8 milliards (1971). Cette somme se répartit comme suit: \$3 milliards en profits non distribués, \$5 milliards en allocation d'amortissement et \$800 millions en allocation d'épuisement. Ce qui signifie que l'épargne brute en provenance des entreprises sous contrôle étranger équivalait à 16.7% de l'épargne disponible au sein de l'économie pendant cette période, 34.6% de l'épargne brute des compagnies, 14.2% de l'épargne nette disponible au sein de l'économie et 28.5% de l'épargne nette des compagnies". Rapport Gray, p. 43.

L'activité des monopoles étrangers et "domestiques" au Canada et au Québec - loin d'être uniquement dirigé vers l'exploitation des ressources naturelles et l'industrie de fabrication - intègre un vaste d'ensemble d'opérations, dont l'extension du circuit financier et la commercialisation des produits destinés à la consommation de masse remplissent un rôle primordial.

L'"échange inégal"...

L'impérialisme américain laisse à la bourgeoisie nationale canadienne le soin de la mise en place et du maintien de tout le réseau de transport, de communication, de commerce, de maisons financières et de services généraux, nécessaires à l'extraction des matières premières et à la mise en marché des produits finis. Dans le rapport commercial Canada-Etats-Unis, l'extraction et la distribution se font ici, tandis que le traitement et la fabrication des produits se font dans les grands centres industriels américains. L'industrie manufacturière canadienne est obligée de se spécialiser dans la transformation simple et les services (16).

L'échange inégal qui résulte de cette situation met l'économie canadienne dans un état encore plus précaire. "Le Canada absorbe 39% de toutes les ventes d'entreprises manufacturières américaines à leurs succursales, et 61% de toutes les importations canadiennes de produits américains finis ou semi-finis se composent de transferts entre les entreprises et leurs succursales." (17) Mais, en "réalité les ventes des filiales étrangères sont fortement concentrées sur le marché interne. Une étude des filiales étrangères au Canada publiée par le ministère de l'Industrie et du Commerce en 1967 indique que 82% de la production des sociétés sous contrôle étranger sur lesquelles portait l'enquête était vendue dans le pays même. Des 15,1 milliards de vente par les succursales et les filiales canadiennes d'entreprises étrangères en 1965, 12,7 milliards représentaient des ventes sur le marché interne et seulement 2,7 milliards des exportations canadiennes de 1965, et elles relevaient presque exclusivement du domaine des richesses naturelles. Les exportations des produits manufacturiers provenant des filiales étrangères ne se chiffraient qu'à 900 millions de dollars et elles résultaient dans une large mesure d'ententes bilatérales.

16) C. St-Onge souligne, dans son travail sur l'impérialisme, qu'au point chaud des négociations entre Ottawa et Washington, lors de la taxe de 10% sur les importations aux Etats-Unis, une fuite de ces négociations avait paru dans le Chicago Tribune, puis avait été reprise par Le Devoir. La position américaine était supposément la suivante: 1) il est préférable que le Canada se spécialise dans la fourniture et la transformation première des matières premières et qu'il comprime son secteur manufacturier; 2) le Canada doit réduire ses tarifs sur les biens manufacturiers ou semi-finis, provenant des Etats-Unis; 3) le Canada doit accroître ses achats de matériel militaire.

17) K. Levitt, la Capitulation tranquille, p. 207

"On peut juger de la mesure où les transferts entre filiales et sociétés-mères ont remplacé les transactions sur le marché si l'on songe que la moitié des ventes d'exportation des filiales ont été conclues avec leurs maisons-mères et que 70% de leurs achats à l'étranger provenaient de celles-ci. Le pourcentage des exportations effectuées par voie de transferts est très variable: 68% dans le cas des minerais et des métaux primaires, 59% pour le gaz et le pétrole, 40% pour les pâtes et papiers. Pour ce qui est des exportations de produits finis, la première place revient nettement au matériel de transport: 68% des exportations ont été faites par voie de transferts. Dans les autres secteurs de l'industrie manufacturière, les exportations, d'ailleurs réduites, ont aussi pris le plus souvent la forme de transferts. Dans le secteur des machines outils et des produits métalliques, par exemple, 91% des exportations étaient des transferts.

...On retrouve le même genre de liens du côté des importations. Les importations globales des sociétés étudiées représentent plus du tiers de toutes les importations canadiennes de 1966 et 75% de ces importations proviennent des sociétés-mères. Dans le secteur des mines et des pétroles, par exemple, les filiales se sont adressées à leurs sociétés mères pour plus de 80% de leurs importations. Il en est de même pour ce qui est des machines-outils et des produits métalliques". (18) Si l'on tient compte que, pour la période de 1960 à 1967, les filiales américaines au Canada ont remis 57% de leurs profits à la société-mère, (19) on peut comprendre que la balance commerciale et budgétaire du Canada soit si étroitement liée à son commerce avec les Etats-Unis.

18) K. Levitt, *La Capitulation tranquille*, pp. 145-146

19) "Les années 60 ont été marquées par une importante réorientation des investissements directs (américains) tant en ce qui a trait à leur emplacement géographique qu'à leurs secteurs industriels. Ainsi les capitaux exportés en Europe ont été plus de 5 fois plus fort dans les années 60 que durant les années 50. De 1960 à 1967, 49% des nouvelles sorties de capitaux se sont orientés vers l'Europe de l'ouest, à comparer à 17% de 1950 à 1959. Pour le Canada, il s'ensuit que la valeur des nouveaux apports de capitaux (soit 4,1 milliards de dollars) de 1960 à 1967 n'a été que légèrement supérieure à celle des investissements des années '50, tandis que la part du Canada dans les nouvelles sorties de 39 à 21%. Quant à l'Amérique Centrale et l'Amérique du sud, (...) les apports de nouveaux capitaux sont tombés de 3,2 milliards de 1950 à 1959 à 1,7 milliard de 1960 à 1967. La part de l'Amérique latine, dans les nouveaux investissements directs, est passée de 30% durant les années '50 à 9% dans les années '60 (pour les statistiques plus récentes, voir note 3 du présent chapitre).

...la réorientation des investissements directs vers les riches marchés de l'Europe de l'Ouest est reliée à une forte augmentation de l'acquisition, de l'expansion et de l'établissement d'entre-

suite de la note 19

prises manufacturières à l'étranger. Les investissements dans le secteur manufacturier ont plus que triplé de 50 à 59 (2,5 milliards) à 60-67 (8,3 milliards). Durant la dernière période, 43% des nouveaux capitaux sont allés aux succursales du secteur manufacturier, à comparer à 23% durant les années '50.

...On constate un déclin parallèle dans le secteur du pétrole dont la part dans les nouveaux investissements tombe de 46 à 33%. La valeur des investissements nouveaux dans le pétrole, les mines sont allées surtout au Moyen-Orient, tandis que dans le secteur des raffineries, ils se sont surtout concentrés sur l'Europe de l'Ouest.

...Ce qu'il y a sans doute de plus frappant dans la réorientation des investissements directs américains à l'étranger, c'est que 13,7 milliards de dollars, soit 71% des nouveaux capitaux, ont été absorbés par le Canada et l'Europe de l'ouest, alors que 20,1 milliards, soit 60,1% des profits, intérêts et royalties touchés aux Etats-Unis provenaient d'investissements en Amérique Latine et dans le reste du Tiers Monde. Durant la décennie de "développement", des années 1960, d'importants déplacements de capitaux se sont effectués grâce au système des entreprises multinationales et du marché des capitaux métropolitain. (...) On peut juger de l'importance de la stratégie commerciale de la grande entreprise si l'on constate que les taux de profit des succursales étrangères, calculés selon le total des revenus (déduction faite des impôts locaux) par rapport à la valeur comptable des actifs, ne correspond pas aux réorientations des investissements. Ainsi les taux de profits des investissements en Amérique Latine durant les années 1960 (12.7(a) et 14.1(b) furent beaucoup plus élevés que ceux des placements en Europe (10.0(a) et 12.9(b)) et surtout au Canada (7.8(a) et 9.0(b)). Pourtant, au cours de la même période, les nouveaux investissements en Europe augmentèrent de 421%, tandis qu'en Amérique latine, ils diminuèrent de 47%.

...Ainsi, les succursales situées en Amérique Latine ont remis aux entreprises-mères 78.7% de leurs profits après déduction des impôts, à comparer à 60% en Europe de l'ouest et 57% au Canada (c). L'ampleur des investissements directs dans des régions où les taux de profit et de sorties de capitaux sont relativement faibles indique que les considérations commerciales à long terme ont plus de poids sur la répartition géographique des investissements que le taux de profit à court terme des succursales."

Le taux a) indique le rapport entre les profits et la valeur comptable des actifs au début de l'année; Le taux b) indique le rapport entre d'une part les profits et les "royalties" et d'autre part la valeur comptable des actifs; Le taux c) indique le taux de sorties qui indique le taux de rapport entre les revenus remis à l'entreprise-mère et les profits des succursales.

K. Levitt, *La Capitulation tranquille*, p. 197-203

"En effet, le Québec, et même le Canada dans son ensemble présentent plusieurs caractéristiques des économies sous-développées (20). Il exporte surtout des matières premières; le secteur manufacturier n'est que relativement développé et la composition organique du capital est beaucoup plus faible qu'aux États-Unis; les hauteurs de l'économie sont dominées par les monopoles étrangers; la majeure partie des échanges extérieurs se font avec les États-Unis; les revenus tirés de l'échange extérieur représentent 20% du PNB, comme en Amérique Latine." (21)

Son produit national brut, son revenu national, son développement industriel, le niveau de vie de ses habitants, etc., font du Canada un pays capitaliste à économie "avancée". Pourtant, la dépossession de son économie et la distorsion de ses échanges en fonction des besoins de l'impérialisme le réduisent à une colonie - "la colonie la plus développée du monde"...

20) C. St-Onge spécifie avec justesse que l'emploi du concept de développement et son corrolaire, celui du sous-développement, présupposent une définition préalable. Car l'emploi de ce concept sous-entend que les seules différences qui existent entre les formations socio-économiques sont des différences quantitatives, donc susceptibles d'une même analyse. Or nous savons bien qu'à l'ère du capitalisme monopoliste une telle problématique en est une de camouflage idéologique ou de simplification comptabilisées.

21) Claude St-Onge, L'impérialisme au Québec.

2-le conflit politique

Le conflit politique à l'intérieur du Canada, c'est d'une part, la manifestation publique des contradictions qui existent entre les diverses fractions de la bourgeoisie nationale, soumise à l'impérialisme américain et d'autre part, la manifestation de la lutte que mènent la moyenne et la petite bourgeoisie pour se frayer un chemin dans la structure économique et sociale.

Les sources du conflit

Les sources de ce conflit sont: PREMIEREMENT, le partage des ressources fiscales et des autres revenus du gouvernement central et la juridiction sur l'élaboration des politiques en matière d'exploitation des ressources naturelles, de développement industriel de main d'oeuvre, de sécurité sociale, de politiques agricoles, etc. DEUXIEMEMENT, la répartition des bénéfices provenant des investissements étrangers et domestiques et les mesures de contrôle proposées pour la rationalisation de ces investissements. "En l'absence d'un véritable leadership d'Ottawa, les provinces rivalisent entre elles pour obtenir des investissements étrangers. Elles ont amené le fédéral à mendier l'exemption de la taxe américaine d'égalisation des taux d'intérêt, elles se sont opposées à la rationalisation des structures fiscales proposées par la Commission Carter, elles se sont opposées au rapport Gray. Les provinces renforcent le continentalisme de la grande entreprise en démembrant la structure fédérale."(1) Cette citation (tout en disant des choses vraies) montre toute la naïveté de l'économiste libéral. Ottawa détient effectivement tous les pouvoirs de légiférer en matière d'investissements étrangers. Pourquoi ne le fait-il pas? Le Parlement, malgré les illusions des petits bourgeois, n'est pas une "superstructure neutre et démocratique des aspirations de la nation". Il est lui même un instrument des mêmes intérêts "provinciaux" qui "renforcent" la pénétration impérialiste et qui s'identifient à elle; il est l'appareil d'Etat central de la bourgeoisie nationale. (2)

Il n'y a pas d'homogénéité de points de vue et d'intérêts à l'intérieur de la bourgeoisie nationale entre les conservateurs, les libéraux, les plus nationalistes... Nous venons, au contraire, de signaler des divergences importantes entre ces divers "partis". Nous pouvons les résumer en deux points: conflits sur la répartition et l'accaparement des revenus, des investissements et des prêts; différences de points de vue sur les types de politique sociale, les plus efficaces pour le maintien de la domination sur la classe ouvrière. Par contre, nous maintenons que ces diverses fractions de la bourgeoisie nationale ont un trait en commun: bien que leur contrôle

La grande bourgeoisie collabore...

1) K. Levitt, La Capitulation tranquille,

2) Sur la composition de la bourgeoisie nationale, voir chapitre précédent.

sur l'appareil d'état leur permet de "protéger" certains secteurs industriels et d'élaborer des politiques nationales en fonction de leurs intérêts, leur existence et leur développement sont subordonnés aux intérêts de l'impérialisme. Ceci ne signifie pas que toutes les contradictions entre la bourgeoisie nationale et les monopoles américains sont éliminées - loin de là. Dans le secteur financier, par exemple, il y a beaucoup d'opposition à la pénétration de Wall Street. (3) Mais, malgré les mises en garde du Rapport Gray et de la nouvelle "Loi pour réviser les investissements étrangers", l'intégration économique, technologique, politique et culturelle de la bourgeoisie nationale à la grande bourgeoisie américaine a atteint un tel degré, qu'il est peu probable que les contradictions entre elles s'antagonisent sur un de ces plans, dans un avenir rapproché.

La subordination de la bourgeoisie nationale aux impératifs de l'impérialisme ne se fait pas sans "conditions" et sans avantages. Elle prend la forme d'une collusion inégale et elle confère aux capitalistes canadiens le rôle d'intermédiaire ou d'intendant principal des intérêts de l'impérialisme au Canada.

La moyenne et la petite bourgeoisie sont les plus menacées par cette collusion. Les assises économiques de la moyenne et de la petite bourgeoisie sont fondées historiquement sur CINQ PILIERS PRINCIPAUX: l'exploitation agricole et forestière et ce qui est lié à cela, la pêche, le piégeage et l'artisanat; la moyenne et la petite industrie manufacturière non-monopolisée; le mouvement coopératif; le commerce de distribution locale et les professions libérales. Pourtant, ces deux classes ne cessent de subir des transformations radicales depuis quarante ans et spécialement à partir de la deuxième guerre mondiale.

Le nombre de fermes exploitées au Canada, en 1911, avait augmenté de 23.6% depuis le début du siècle, -dû surtout à la colonisation des terres de l'ouest- alors que ce nombre n'avait augmenté que de 6.8% au Québec. Entre 1911 et 1931, la hausse canadienne se rétrécit à 6.6%, alors que le Québec connaît une hausse de 9.4%. Mais durant la crise, le nombre des fermes au Québec connaît une hausse importante de 13.7% alors que la moyenne canadienne demeura relativement stable. Ce fut le dernier retour à la terre. Durant la deuxième guerre mondiale et dans la période suivante, le nombre de fermes diminua de 13.2% au Québec et de 15% au Canada. Entre 1951 et 1961, le nombre de fermes continua de baisser: 22% au Canada, 28,7% au Québec (4).

3) Bien que l'opposition à l'implantation de la Mercantile Bank sur le marché Torontois s'est déjà dissipée.

4) Agricultural Economic Research Council of Canada, Rural Canada in transition, 1968 p.30

La moyenne et la petite bourgeoisie subissent...

la monopolisation dans le secteur agricole

La disparition de milliers de petites fermes s'accompagne d'une croissance ininterrompue de la taille moyenne des exploitations agricoles.

SUPERFICIE MOYENNE D'UNE FERME (5)
(en acres)

	CANADA	QUEBEC
1901	124	103
1911	160	104
1921	198	125
1931	224	127
1941	237	117
1951	279	125
1961	359	148
1966	-	195
1971	-	206

Ajoutons que l'investissement en capital dans le secteur agricole augmenta de 4,241 milliards à 19,075 milliards, soit de 450% entre 1931 et 1961, alors que la main d'oeuvre de ce secteur déclina de 50% -1,217,682 à 648,910 employés- durant la même période. L'avènement d'entreprises agricoles à production intensives et spécialisées a permis d'accroître la production agricole de 60%, entre 1948 et 1958, toutefois, le revenu des agriculteurs n'augmentait que de 5% durant ces dix années. (6) Dans un document intitulé "transformation de l'agriculture au Québec", présenté au récent congrès de la Fédération canadienne de l'agriculture, on affirme que les recettes monétaires des fermes du Québec ont augmentées de \$613 millions en 1966 à \$692 millions en 1971, soit une augmentation moyenne de \$3,140 par ferme. Néanmoins, le revenu net des agriculteurs augmentait seulement de \$234 (8%), passant de \$2,672 en 1966 à \$2,996 en 1971 -la hausse du coût de la vie étant de 20% durant cette même période. La multiplication d'intermédiaires monopolistes dans l'alimentation et la distribution est un facteur important qui empêche les producteurs agricoles de retirer des bénéfices proportionnels à leurs investissements et à la hausse de productivité.

Au Québec, c'est dans les dernières années que la production agricole a éprouvé les mutations les plus profondes. Le nombre de fermes passa de 80,294 à 61,257 entre 1966 et 1971, soit une baisse de 23.7%. La superficie totale du sol cultivé subit parallèlement une diminution de 16.2%, soit 12,886,069 acres cultivées en 1966 contre 10,801,116 en 1971 -cette dernière superficie représente moins de 5% du territoire québécois. Sur le nombre total de 61,257 fermes en 1971, 20,222 petites fermes étaient dans la

5) Ibid- Pour 1966 et 1971, l'U.C.C. et la Fédération canadienne de l'agriculture donnent des chiffres différents pour le Québec:

UCC: 1966: 160 acres; 1971-176 acres -FCI: 1966:194 et 1971: 206.

6) Ibid: Department of National Revenue, Incomes 1950-60,70, Ottawa

catégorie de moins de \$2,500 en valeur de produits agricoles vendus, 11,319 fermes étaient dans la catégorie de \$2,500 à \$4,999; 14,257 fermes étaient dans la catégorie de \$5,000 à \$9,999; et 15,356 fermes étaient dans la catégorie de \$10,000 et plus. Cette dernière catégorie se divisait de la façon suivante:(7)

\$10,000 à \$14,999	6,898 fermes
\$15,000 à \$24,999	5,094 "
\$25,000 à \$34,999	1,625 "
\$35,000 à \$49,999	837 "
\$50,000 et plus	902 "

Le tableau ci-dessous nous donne la répartition de ces formes d'après leur taille.

MOINS DE 3 ACRES	483 fermes
3 à 9 "	893 "
10 à 69 "	7,414 "
70 à 129 "	17,842 "
130 à 179 "	10,996 "
180 à 239 "	9,996 "
240 à 399 "	9,903 "
400 à 559 "	2,793 "
560 à 759 "	647 "
760 à 1,119 "	226 "
1,120 à 1,599 "	41 "
1,600 à 2,239 "	
2,240 à 2,879 "	23 "
2,880 et plus "	

(8)

Ces chiffres disent peu et beaucoup de choses à la fois. Prenons l'exemple de la production laitière, qui représentait environ 45% des recettes agricoles, au Québec, en 1970. Si nous considérons que le revenu familial (R.A.F.) est estimé à 10% de l'actif, une ferme laitière demandait un investissement de \$50,000 pour avoir un R.A.F. de \$5,000, soit le seuil de la rentabilité (environ 30 vaches et un minimum de 90 acres cultivés). Durant la période 1966-1971, le nombre de fermes vendant plus de \$5,000 de produits agricoles annuellement sont passées de 22,348 en 1966 à 26,913 en 1971. Le nombre des fermes commerciales s'est aussi accru de 32.5% (9). Par ailleurs, en regardant l'ensemble de ces chiffres de plus près nous pouvons en déduire qu'au moins le tiers des agriculteurs n'arrivent pas à subsister uniquement de la terre et qu'ils doivent combler leur revenu soit par le travail salarié à l'extérieur, soit en ayant recours aux prestations

7) Catalogue 96-722, 1971, Census of Canada, Agriculture, Statistique Canada

8) Ibid.

9) Transformation de l'agriculture au Québec, F.C.A., Ottawa, La Presse, 1er février 1973.

du bien être social, alors que la grande entreprise agricole devient de plus en plus florissante (10).

La petite entreprise déperit

Dans l'industrie manufacturière, nous retrouvons une situation semblable. Selon une étude de Jacques Girard, pour le compte du Ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec, "la petite industrie (moins de 50 employés) compte 85% du nombre d'établissements, emploie 22% des effectifs manufacturiers et procure 17% de la valeur des expéditions. La moyenne industrie (50 à 200 employés) groupe 13% des établissements, 26% de l'emploi manufacturier et 24% de la production. La grande industrie (plus de 200 employés) ne possède que 3% du nombre d'établissements, mais embauche 52% de la main d'oeuvre manufacturière et assume 60% de la valeur des expéditions. Or la productivité moyenne par employé est en général moins élevée dans les petits établissements et la production manufacturière a tendance à se concentrer de plus en plus dans les grands établissements; depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, nous assistons à un déclin de la petite industrie. Notons ici que nombre de petits établissements sont des entreprises individuelles ou à propriété unique et que certains types de fabrication ressortissent d'avantage à la petite et moyenne entreprise: meubles, vêtements, bois, cuir, tricots, imprimerie, aliments et boissons, fabrications métalliques et une foule d'industries, les taux de natalité et de mortalité sont élevés (...). Ces entreprises disparaissent ou connaissent de grandes difficultés lorsque l'industrialisation et l'introduction de techniques nouvelles nécessitent des financements qui dépassent leurs possibilités; en effet, l'élargissement des marchés demande le développement de techniques nouvelles et une production de masse au plus bas coût possible. Devant la concurrence, les entreprises de petite taille ne peuvent en général survivre.

... Les petites entreprises et les moyennes entreprises s'épanouiront, compte tenu d'une saine administration, si elles évitent de faire concurrence à la grande firme dans les secteurs qui se prêtent bien à la production de masse, ou si elles acceptent de jouer un rôle de sous traitant pour la grande firme, ou si elles fournissent un produit ou un service spécialisé ou destiné à un marché de nature strictement localisé". (11)

10) "La concentration et la centralisation de la production dans l'agriculture suivent deux lignes: 1) création de grandes exploitations agricoles capitalistes; 2) fondation de toute sorte d'associations coopératives de paysans et de fermiers qui, dans les conditions du capitalisme, tombent inmanquablement sous le contrôle des monopoles s'occupant de l'achat, du traitement et de l'écoulement de la production agricole. La concentration est accompagnée de la ruine des petits et moyens exploitants". V. Tchepprakov, *Le capitalisme mopoliste d'état*, E.M., p.400

11) Géographie de l'industrie manufacturière au Québec, M.I.C., Québec 1970, J. Girard, pp.293-94

La Loi d'Aide au développement industriel régional (loi 23), la Loi d'Allègement fiscal aux Entreprises (Loi 24), l'Office de crédit industriel du Québec, les subventions du Ministère d'expansion économique régionale, et les prêts du gouvernement fédéral, (on pourrait même ajouter certaines activités de la Caisse de dépôt et de la S.G.F.) sont des tentatives "honorables" de planification du "développement" de la petite et moyenne entreprise. Bien qu'il soit difficile d'estimer, à cette date, l'efficacité de cette "planification", il ne semble pas y avoir de renversement significatif de la situation. La Presse publiait récemment des extraits d'un rapport du Bureau de la statistique du Québec. Le nombre d'établissements manufacturiers au Québec est passé d'environ 11,300 en 1962 à environ 10,500 en 1968, pour revenir à 11,275 en 1970 et 11,350 en 1971. Entre 1962 et 1971, il s'est créé 719 nouvelles entreprises au Québec (701 en Ontario), mais durant cette même période 44 sont disparues, donc une augmentation réelle de 75 nouvelles unités. Sur ces 719 nouvelles entreprises, 141 étaient dans le vêtement (30 seulement en Ontario), suivi de l'impression et de l'édition, la fabrication des métaux et le meuble. Mais ce qui est encore plus significatif et qui nous donne une meilleure idée de la taille de ces nouvelles entreprises, c'est que le nombre d'employés diminue proportionnellement à l'augmentation du nombre d'entreprises. "En 1967, les 504, 715 employés de l'industrie manufacturière du Québec étaient répartis dans 10,723 entreprises, soit en personnel moyen de 47 personnes par unité. En 1971, l'ensemble de la main d'oeuvre du secteur était ramené à 481,027 pour un nombre accru de 11,350 d'entreprises, soit une moyenne de 42 personnes par unité de production"(12).

Le mouvement coopératif

Le mouvement coopératif est un des principaux points d'appui de la moyenne et petite bourgeoisie, particulièrement en ce qui concerne le capital financier. Le mouvement coopératif québécois comptait, au 31 décembre 1970, 1,674 caisses d'épargne et de crédit, dont l'actif totalisait \$306,182,150, comparativement à \$277,206,259 à la fin de 1969, soit une augmentation de \$28,976,000 (10.4%); la Société de Fiducie du Québec qui administrait des biens dont la valeur dépassait \$309 millions, soit un accroissement de 44% par rapport en 1969 (\$215 millions), et qui avait un actif de \$135.5 millions (\$91,388 millions en 1969, soit une augmentation de 48% en un an).

Depuis quelques années, en plus d'investir dans l'entreprise privée (25% des intérêts de la Banque provinciale, 100% des intérêts de la société alimentaire Vachon, 51% du complexe Desjardins, etc.) et de participer à des projets d'investissements du gouvernement provincial, le mouvement coopératif a multiplié ses

12) La Presse, 5 septembre 1972, J. Poulain

activités dans les secteurs de la production de la consommation et de l'habitation. Dans le domaine agricole, quelques 290 Coopératives totalisaient un actif de \$152 millions et réalisaient un chiffre d'affaires dépassant \$530 millions en 1970. Les coopératives agricoles assuraient la mise en marché d'environ le tiers de la production agricole québécoise et elles regroupaient 40,000 agriculteurs de la province. La Coopérative Fédérée de Québec, qui réunissait 227 de ces coopératives, était responsable d'un chiffre d'affaires d'environ \$200 millions et d'un actif de \$42,971 millions. "Selon une enquête de la Presse, la Coopérative Fédérée de Québec est la plus importante entreprise manufacturière possédée par des canadiens français au Québec" (13) A l'intérieur de la Fédération (Coopérative Fédérée de Québec), la Coopérative agricole de Granby, avec ses 8,300 membres et 11 usines, assurait, à elle seule, la moitié de la transformation, de la mise en marché et de l'actif de la production coopérative totale. Pour ce qui est des coopératives de pêcheurs, les Pêcheurs Unis du Québec regroupaient 1100 membres actifs répartis en 10 fédérations, qui consolidaient un chiffre d'affaires de \$9,500 millions en 1970. Enfin, dans l'industrie forestière, la Fédération Régionale des Chantiers Coopératifs de l'Ouest Québécois regroupait 1,346 sociétaires divisés en 17 associations, dont le chiffre d'affaires atteignit \$5,330 millions et un actif de \$2,712 au cours de l'exercice financier 1972, et la Fédération des Chantiers Coopératifs du Saguenay, qui affichent un chiffre d'affaires de \$4 millions en 1968-69, regroupait quelque 700 coopérateurs dans cette région.

Dans le secteur de la consommation nous retrouvons principalement des magasins Co-Op, qui ne cessent de prendre de l'expansion, ayant débuté avec un capital de \$32,178 et un chiffre d'affaires de \$41,309,672 dans sa distribution en gros. Son entrée sur le marché de la distribution au détail, avec l'ouverture du premier Cooprix en 1969, lui permit d'augmenter son chiffre d'affaires de \$1,942,505 pour atteindre un total de \$43,252,177 cette même année. Le mouvement coopératif a été beaucoup moins actif dans le secteur de l'habitation. Il a toutefois réalisé la construction de 967 unités d'habitation au coût de \$14 millions. Mais les difficultés financières de la Fédération Coop-Habitat, qui aboutit à sa récente dissolution, met un frein aux activités des coopératives d'habitation.

Le mouvement coopératif est issu du Québec rural et encore aujourd'hui, il en reste profondément marqué. Il a su tout de même s'adapter aux changements économiques. Le développement de la Coopérative Fédérée, la croissance rapide des magasins Co-Op,

13) "Le mouvement coopératif du Québec", 1971 CCQ. Le chiffre d'affaires de la Coop fédérée est passé à 254 millions en 72, alors que celui de la Coopérative de Granby est passé à 124 millions. Par suite de sa participation à Québec -Les Laiteries Leclerc inc., dont elle vient d'acquérir 55% des actions, la Coop de Granby prévoit atteindre un chiffre d'affaires de plus de \$150 millions en 1973.

dont les ramifications (13,00 caisses affiliées) s'étendent aux paroisses les plus reculées du Québec, en sont des exemples vivants. Le Mouvement Desjardins contrôle déjà plus de 85% -3,6 milliards en 1972- de l'actif total du mouvement coopératif québécois. Et, sa récente réorganisation verticale, ainsi que la création de la Société d'Investissements Desjardins, avec un capital de base de \$100 millions, contribueront certes à accentuer cette avance. Néanmoins les possibilités de croissance du mouvement coopératif sont réduites de tous les côtés par l'expansion des monopoles, que ce soit dans le secteur financier ou dans l'agro-alimentaire. Le mieux qu'il puisse faire, c'est d'en appeler à certains sentiments "nationalistes", "coopératistes", de "chez nous", "ensemble", dans sa publicité, afin de cimenter sa clientèle, participer à des programmes conjoints avec le secteur public et investir d'avantage dans l'entreprise privée. (14) L'extension du mouvement coopératif, à gestion capitaliste, au delà du stade actuel - et non pas simplement l'agrandissement des fédérations existantes ou l'élargissement des champs d'activités des caisses de crédit - est lié à une législation et à une planification d'Etat, dont seulement un gouvernement social-démocrate assumerait l'orientation et les responsabilités.

Si nous ajoutons la prolifération des petits commerces, dont l'existence éphémère est presque visible à l'oeil nu, à cette description de la moyenne et petite bourgeoisie industrielle et agricole et du mouvement coopératif, nous avons un aperçu sommaire de la base économique traditionnelle de la moyenne et de la petite bourgeoisie. Ce qui distingue la moyenne bourgeoisie de la petite, dans l'entreprise privée, c'est évidemment la taille de l'entreprise, le montant du capital investi, sa capacité de production, sa capacité de concurrence sur le marché, le nombre d'employés, etc.

La moyenne bourgeoisie ne peut être placée sur les mêmes positions que la petite bourgeoisie. Ses intérêts et sa conscience de classe la rapproche davantage de la bourgeoisie nationale que de la petite bourgeoisie. D'autant plus que le rôle économique et social des membres de cette classe s'est diversifié depuis quelques années. Comme l'affirme le document "POUR L'ORGANISATION POLITIQUE DES TRAVAILLEURS QUEBÉCOIS": "Certains sont administrateurs et directeurs des filiales des grands monopoles étrangers, (et canadiens) chargés d'assurer la rentabilité de l'entreprise et l'efficacité de l'exploitation, au niveau local. D'autres sont administrateurs et directeurs de sociétés d'état ou mixtes" (15), au niveau provincial et fédéral. Nous devons joindre aux fonctions de la moyenne bourgeoisie plusieurs des tâches d'administration et de direction des services publics, dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'administration publique en général. Ces personnes sont d'ailleurs généralement

14) En 1971, la Fédération des caisses populaires Desjardins effectuait 87.9% (751.6 millions) de ses placements dans le secteur public.
15) Cap St-Jacques, 1971.

Moyenne bourgeoisie,
petite bourgeoisie...

liées de près à l'entreprise privée. Néanmoins, l'orientation concentrique du capitalisme monopoliste, et les particularités coloniales par lesquelles elle s'énonce au Canada, laisse peu de possibilités à la moyenne bourgeoisie de se développer en tant que classe. Bien qu'elle ait déjà atteint un niveau de croissance considérable, elle se retrouve de nouveau dans l'impasse. Son développement est ralenti, sinon entravé, par la tendance actuelle du capitalisme monopoliste.

Cette situation dans laquelle se retrouve la moyenne bourgeoisie ne lui laisse que DEUX CHOIX POSSIBLES:

- 1) tenter de s'intégrer individuellement aux intérêts de la bourgeoisie nationale;
- 2) se joindre à la petite bourgeoisie dans son effort de freiner sa propre prolétarianisation et de s'approprier le pouvoir politique.

La petite bourgeoisie des
"élites" ...

Nous devons aussi inclure dans la petite bourgeoisie traditionnelle, l'élite cléricale et les petits rentiers, résidus de la société rurale, et les membres des professions libérales: avocats, notaires, médecins, ingénieurs, architectes, dentistes. Ces professionnels oscillent entre une participation plus directe à l'investissement capitaliste et la résistance à la prolétarianisation, entraînée par le développement des monopoles, l'universalisation de l'éducation et l'intervention régulatrice accrue de l'Etat dans l'économie. Bien que le revenu des membres des professions libérales ait augmenté à un rythme vertigineux depuis quelques années - surtout dans les professions médicales - le nombre de professionnels qui travaillent à leur propre compte n'a cessé de diminuer. (16) En 1951, sur 24,992 ingénieurs et 1,740 architectes canadiens, seulement 2,210 (8.3%) travaillent à leur propre compte. En 1961, alors que le nombre d'ingénieurs avait augmenté à 35,721 et les architectes à 2,940, seulement 2,785 (7.2%) travaillaient à leur propre compte. Le nombre de dentistes indépendants a décliné de 93.5% en 1951 (4,310 sur 4,608) à 92% en 1961 (5,025 sur 5,463). La proportion d'avocats indépendants a également décliné de 62% en 1951 (5,600 sur 9,038) à 61.7% (7,433 sur 12,068). Seulement les médecins ont résisté à cette tendance en haussant de 67.5% en 1951 (9,670 sur 14,325) à 70.9% en 1961 (15,088 sur 21,266) le nombre de pratiques indépendantes. Au total, le nombre de professionnels engagés à leur propre compte a baissé de 9.2% en 1951 (35,270 sur 385,676) à 8.1% en 1961 (51,530 sur 635,271). (17)

16) En effet, le ministère fédéral de la Santé nationale et du Bien Etre social révélait récemment que durant les années '60, le taux de salaire des médecins avait augmenté de 7.9% annuellement. Alors que celui des ingénieurs et architectes avait augmenté de 3.6%, celui des avocats et notaires de 6.2% et celui des dentistes de 6.4%. Durant cette même période, le salaire moyen des canadiens avait augmenté de 4.8%.

17) Noah M. Meltz, Incomes of Canadians, 1953, 1963

et la "nouvelle" petite bourgeoisie

"A la petite bourgeoisie traditionnelle s'est ajoutée une nouvelle petite bourgeoisie, qui prend de plus en plus d'importance. Cette nouvelle couche ne possède pas de moyens de production ou d'échange (n'est donc pas propriétaire d'industries ou de commerces) mais joue quand même un rôle très important dans la production moderne. C'est elle qui organise la production et les services en fonction des décisions prises par la grande bourgeoisie. L'existence de cette nouvelle petite bourgeoisie est le résultat de l'application croissante de la technologie à tous les paliers de la production, de la multiplication des fonctions économiques et sociales de l'état, du développement du secteur des services, de la mise en place d'un appareil syndical devant régulariser les relations entre patrons et salariés. C'est elle qui accomplit les fonctions juridiques, idéologiques, scientifiques ou techniques qui ont été définies à l'intérieur de l'entreprise et de l'état moderne.

"Elle n'a donc pas de pouvoir de décision sur les options économiques et politiques mais est plutôt chargée de les mettre en pratique et d'encadrer les travailleurs à divers paliers et dans divers domaines: gérants, chefs de service, contremaîtres, bureaucrates syndicaux, conseillers techniques ou juridiques, artistes, directeurs et administrateurs des institutions d'enseignement, professeurs (Cégep et universités, etc.) ... (18) Leur compétence est utilisée pour trouver des solutions à des problèmes isolés, immédiats, relevant de leur spécialité. En définitive, ils assurent la reproduction des conditions nécessaires au bon fonctionnement du système." (19)

Une fraction veut s'intégrer...

La majorité des membres de la moyenne et petite bourgeoisie soutiennent que leur meilleure "planche de salut" continue d'être l'intégration aux intérêts de bourgeoisie nationale. C'est parmi les membres de ces deux classes que les grands capitalistes industriels et financiers trouvent des débouchés d'expansion en incorporant dans des consortiums ou en mettant hors de compétition les petites entreprises en difficultés. C'est aussi parmi eux que sont recrutés leur personnel politique et juridique, leurs idéologues et leur personnel de recherche et de gérance. La moyenne et la petite bourgeoisie renforcent la position de la bourgeoisie nationale en lui servant de chiens de garde. Encore là, il ne s'agit pas d'homogénéité de points de vue et d'intérêts entre les libéraux, les conservateurs, les ultra-conservateurs crédidistes... de ces deux classes.

18) Nous pourrions ajouter: les chercheurs, les cinéastes, les écrivains et les journalistes...

19) Pour l'organisation politique des travailleurs québécois, Cap St-Jacques, p. 23. Cette description de la "nouvelle" petite bourgeoisie, tirée du document, nous semble assez juste. Par ailleurs, nous sommes d'avis qu'une recherche plus approfondie des couches moyennes s'impose.

Les divergences sont fondamentalement de même source que celles existant à l'intérieur de la bourgeoisie nationale: conflits sur la répartition et l'accaparement des revenus, de l'épargne et des profits et sur les programmes d'investissements et de prêts pour "sauvegarder" la petite entreprise; différences de points de vue sur les politiques nécessaires pour enrayer l'instabilité sociale et pour maintenir la domination sur la classe ouvrière. De plus, en termes d'identification à un parti, les libéraux et les conservateurs ont généralement des affinités politiques beaucoup plus serrées avec les diverses fractions de la bourgeoisie nationale que les crédidistes et l'Union nationale, par exemple. Ce qui est constant, c'est que la moyenne et petite bourgeoisie servent les intérêts de la bourgeoisie nationale et conséquemment ceux de l'impérialisme, tout en allant y chercher le maximum pour eux-mêmes. Jugeons en par l'exercice du pouvoir. Comparons les administrations aussi différentes que les gouvernements crédidistes en Colombie britannique et en Alberta aux gouvernements conservateurs de Duplessis-Johnson au Québec (même en tenant compte du phénomène nationaliste) et Stanfield en Nouvelle Ecosse ou aux gouvernements libéraux de Robichaud au Nouveau Brunswick et Smallwood à Terre Neuve - gouvernements qui ont tous duré pendant plusieurs années - et nous retrouverons cette constante .

l'autre fraction veut négocier

Toutefois, un nombre croissant de membres de la petite bourgeoisie et un nombre restreint de membres de la bourgeoisie moyenne adoptent une position plus "progressiste". Ces éléments "progressistes" proviennent de toutes les couches de ces deux classes: agriculteurs, petits entrepreneurs, commerçants, administrateurs et directeurs subalternes de firmes privées et dans une proportion plus importante: administrateurs et directeurs subalternes d'entreprises publiques ou mixtes et d'institutions coopératives, professionnels, technocrates, idéologues et particulièrement ceux dont la fonction économique et sociale dépend plus ou moins directement du secteur public et des services en général, y inclu les centrales syndicales.

Cette fraction de la moyenne et de la petite bourgeoisie que nous pourrions qualifier de nationaliste ou de démocratique, cherche à s'imposer comme unique interlocuteur des aspirations de la nation, afin d'assumer le rôle d'intermédiaire direct auprès des monopoles américains et d'entreprendre des politiques qui favoriseraient sa croissance, tout en établissant une plus grande "équité" sociale.

La fraction nationaliste de la moyenne et de la petite bourgeoisie considère la "haute finance", la "grande entreprise" (pour employer ses propres termes) comme un danger au système

La moyenne et la petite bourgeoisie comptent sur l'Etat

L'évolution du capitalisme monopoliste s'accompagne de l'intervention accrue de l'Etat dans l'économie. D'une façon générale, l'Etat intervient, afin de contrer la tendance à la baisse du taux de profit provoquée par les changements technologiques et le renouvellement des moyens de production. Il accomplit ceci en accordant des subsides, des crédits et des privilèges fiscaux aux entreprises, en subventionnant la recherche scientifique et l'application des découvertes scientifiques qui exigent d'énormes investissements de capitaux et de nouveaux équipements, en facilitant l'expansion du marché (par exemple, les commandes de matériel militaire), en absorbant lui-même une forte proportion de la production de l'entreprise privée, en assumant la totalité ou la majeure partie des coûts de la formation (instruction publique) et d'entretien (services de santé et autres) de la main d'oeuvre, qui permettent d'augmenter l'intensité du travail et conséquemment le degré d'exploitation des travailleurs (taux de plus value).

2) L'Etat agit sur la conjoncture en fonction de l'économie capitaliste. Il augmente ou diminue la masse monétaire en circulation. Il réglemente les taux d'intérêts, les taux de change, les tarifs et le commerce extérieur et inter-provincial. Il accélère ou ralentit les investissements par ses propres programmes d'investissements, de construction publique et domiciliaire et de subventions, et par l'action sur le consommateur à travers ses politiques en matière de fiscalité, d'inflation, de chômage, etc.

3) L'Etat est lui-même un agent économique-entrepreneur de premier plan. Il exerce un contrôle administratif et financier sur de nombreuses entreprises publiques, ainsi que sur les commissions scolaires, les hôpitaux, les municipalités, etc.

4) L'Etat couvre les déficits de certaines industries et il promouvoit une "planification subventionnée" afin d'éviter le déperissement précipité de la petite entreprise.

5) L'Etat favorise l'oligarchie financière canadienne par sa législation et par ses politiques d'achats et d'investissements.

6) L'Etat assure la construction de l'infrastructure (routes, voies navigables, réseaux de communications) et l'approvisionnement en ressources énergétiques.

7) L'Etat régularise les rapports de classe et affermit la domination de la bourgeoisie sur la classe ouvrière et les travailleurs salariés par l'entretien d'un puissant appareil policier, par ses lois en matière de relations de travail et par ses mesures sociales en général.

Nous nous sommes familiarisés, dans le chapitre précédent, avec le développement et les activités du capitalisme monopoliste au Canada et au Québec; mais afin d'avoir une vue plus complète, nous devons nous attarder davantage sur le rôle concret qu'exerce l'état dans la société québécoise. Le document, rédigé par le service économique de la CSN, La situation du gouvernement du Québec dans les affaires économiques de la province, nous donne une description

Rôle économique de l'Etat du Québec

La "haute finance" provoque une instabilité sociale; elle polarise dangereusement les antagonismes entre elle et la classe ouvrière, elle bloque le développement des forces productives, elle monopolise le capital nécessaire à l'investissement, et elle empêche l'affirmation du caractère national. La fraction nationaliste de la moyenne et de la petite bourgeoisie s'attribue comme tâche historique de sauver la démocratie bourgeoise, sans la bourgeoisie (la grande, la haute...) car elle est une menace à la démocratie (20). La faiblesse de ses assises économiques, ainsi que sa fragilité en tant que classe l'oblige à diriger ses efforts vers le seul levier qui pourrait lui donner ce pouvoir: l'Etat -canadien pour le N.P.D., québécois pour le P.Q. (21)

20) "Civiliser le capital, humaniser le système", comme dirait M. Lévesque. Il va sans dire que le prince, une fois assis sur le trône, s'aperçoit que le siège est ondule par le long règne des fesses du roi, et que le doux veuf n'a pas perdu son odeur pour autant. Si l'aile canadienne de la moyenne et de la petite bourgeoisie "démocratique" emparait du pouvoir politique à Ottawa, en ralliant à elle une plus grande partie de ces deux classes et en s'appuyant sur le vote de la classe ouvrière (compte tenu de la force financière de la bourgeoisie nationale et du rôle qu'elle joue auprès de l'impérialisme) ferait elle autre chose que de le réaménager, en l'impregnant de perspectives plus sociales et en lui donnant un caractère plus nationaliste, pour le restituer après coup à la bourgeoisie nationale? Les expériences des gouvernements N.P.D. dans l'Ouest sont de cet ordre.

Dans le cas du Québec, si la moyenne et la petite bourgeoisie parvenaient à se constituer en bourgeoisie nationale par l'entremise de l'Etat et grâce au vide laissé par le "départ" des intérêts financiers canadiens, après l'indépendance, elles devraient entreprendre, tout en demeurant dans le cadre du capitalisme monopoliste d'Etat, des réformes beaucoup plus audacieuses si ce n'est que la précarité de leur situation de classes, dans le nouvel Etat, qui l'exigerait.

Ceci n'est évidemment qu'une hypothèse, partant de la réalité actuelle économique, les assises des classes dans la société québécoise, le programme du P.Q., le développement de la conscience parmi la classe ouvrière et la jeunesse, etc.) que l'on cherche à cerner dans ce texte. Les possibilités qu'un nouveau pouvoir post-indépendance" prend une allure autoritaire de droite, supporté par Washington, ne sont pas entièrement à rejeter. Mais alors les facteurs internes de cette réalité actuelle se seraient radicalement modifiés.

21) "De même, si la grande entreprise internationale présente indéniablement un danger pour l'autonomie réelle des petits peuples, en revanche, la concentration sans précédents des pouvoirs d'Etat leur permet malgré tout de faire respecter et d'imposer au besoin les politiques de leur intérêt national". Quand nous serons vraiment chez nous, P.Q., p.136.

assez remarquable du rôle de l'état dans l'économie. (22)

Le tableau I, tiré de ce document, illustre la croissance des dépenses du gouvernement du Québec depuis 1922-23. Ces dépenses sont passées de 29.1 millions en 1922-23 à 226.8 milliards en 1968-69. L'ordre de priorités des dépenses de l'état se modifie avec leur croissance. En 1922-23, 51.2% des dépenses totales allaient à la construction de routes et à l'activité de la police; en 1968-69, seulement 14.2% des dépenses nettes du gouvernement étaient affectées à ce poste, alors que les secteurs de santé, du bien-être et de l'enseignement passaient de 9.6 à 23.6%, 0.3 à 14.9% et 9.6 à 26.5% respectivement. Remarquons enfin, qu'à partir de 1959-60 un nouvel item vient s'ajouter aux dépenses de l'état: l'expansion du commerce et de l'industrie.

Le tableau II, bien qu'il ne fait que confirmer ce que nous avons déjà constaté au tableau I, nous permet de vérifier davantage les fluctuations qu'ont subies les dépenses de l'ensemble du secteur public depuis 1961. Ainsi, les montants attribués à l'activité de la police et aux transports et communications ont augmentés, toutefois leur importance a diminué, par rapport à l'ensemble des dépenses du secteur public. De même, les items ont diminué en pourcentage. Encore ici, nous pouvons voir que l'item commerce et développement de l'industrie augmente systématiquement, aussi bien au niveau des sommes d'argent qu'en terme de pourcentage du total des dépenses.

Enfin, le tableau III nous dévoile l'importance qu'a atteint l'état, au niveau des investissements, dans la structure économique de la province.

22) CCNSP-109, polycopie CSN, octobre 1971, Version abrégée
"Le gouvernement de la minorité",
Service de recherche de la FTQ, 1972.

TABLEAU I
REPARTION DES DEPENSES NETTES DU GOUVERNEMENT DU QUEBEC SELON LA FONCTION
(en millions)

FONCTION	1922-23		1944-45		1959-60		1968-69	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
Administration	2.2	7.6	8.4	7.3	20.9	3.5	77.7	2.8
Protection de la personne et de la propriété	2.9	10.0	6.4	6.0	31.1	5.2	105.1	3.8
Transports & communications	12.0	41.2	21.7	20.3	154.3	25.8	288.2	10.4
Santé	2.8	9.6	12.2	11.4	76.8	12.8	652.1	23.6
Bien être social	0.08	0.3	8.8	8.2	75.1	12.6	413.3	14.9
Services récréatifs & culturels	0.01	0.1	0.07	0.1	4.9	0.8	20.6	0.7
Enseignement	2.8	9.6	16.2	15.2	136.2	22.8	733.2	26.5
Richesses naturelles & industries primaires	2.9	10.0	16.6	15.6	59.2	9.9	138.0	5.0
Expansion du commerce & de l'industrie	-	-	-	-	4.7	0.8	15.1	0.5
Service de la dette	3.4	11.8	16.8	15.8	23.4	3.9	100.3	3.6
Autres dépenses	-	-	-	-	11.9	1.9	226.8	8.2
TOTAL	29.1	100	107.2	100	598.5	100	2,770.4	100

SOURCE: Annuaire statistique du Québec, 1971.

TABLEAU 11

DEPENSES DU SECTEUR PUBLIC DU QUEBEC SUIVANT LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DU B.F.S. - 1961 à 1970

FONCTION	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968(1)	1969	1970
Administration générale(2)	88.1	106.7	102.9	120.3	131.7	162.3	187.3	(125.0)	311.6	352.6
Protection de la personne & propriété	92.8	111.5	127.2	136.2	162.1	180.6	209.4	(134.4)	235.5	307.3
Transport & communications (3)	200.4	237.0	266.1	319.9	382.6	431.5	384.4	(155.4)	512.4	522.1
Santé & Bien Etre (4)	530.4	572.2	604.9	684.1	826.1	932.3	1263.2	(345.5)	1506.2	1824.4
Loisir & culture	17.6	20.6	22.2	26.7	32.4	49.4	64.3	(59.8)	99.0	103.5
Education (5)	476.6	528.3	595.1	788.0	924.9	1011.5	1199.1	(502.7)	1544.5	1725.6
Ressources naturelles (6)	285.2	342.2	547.4	692.1	645.3	706.5	775.6	(609.6)	847.0	870.8
Commerce et développement de l'industrie	4.3	5.4	9.6	17.9	14.8	12.0	13.3	(-)	32.4	73.9
Planification et développement des municipalités	1.0	.8	1.0	1.3	1.5	2.5	3.7	(-)	10.9	28.7
Dettes	105.8	118.7	125.3	151.3	142.8	209.1	273.2	(184.0)	350.1	425.7
Transferts inconditionnels du gouvernement provincial aux municipalités	.2	.2	.2	83.5	104.8	112.9	120.4	(-)	131.1	148.1
Autres (7)	36.6	50.9	147.1	155.7	161.8	361.1	468.6	344.3	469.6	469.7
ENSEMBLE DU SECTEUR PUBLIC DU QUEBEC	1838.0	2095.0	2549.0	3178.0	3530.0	4172.0	4961.0	5456.0(9)	6050.0	6857

6) inclus Hydro-Québec et filiales

7) inclus contribution de la Régie des ventes du Québec et assurance maladie

8) les données sont arrondies

9) une somme de 2,995 millions représentant les dépenses brutes du gouvernement a été ajoutée - Comptes publics du Québec

1) inclus secteur d'utilité publique, institutions et ministères gouvernementaux

2) Dépenses réelles provisoires.

SOURCE: tableaux de annexe 3.

TABLEAU 111

INVESTISSEMENTS PRIVES ET PUBLICS AU QUEBEC - 1965 à 1970
(en millions)

ANNEE	secteur public (1)		secteur privé	
1965	1,802.5	(43.5%)	2,336.9	(56.5%)
1966	1,842.3	(40.7%)	2,678.4	(59.3%)
1967	1,813.6	(41.7%)	2,532.3	(58.3%)
1968	1,818.4	(41.6%)	2,554.0	(58.4%)
1969	1,954.0	(42%)	2,691.4	(58.0%)
1970 (2)	1,977.5	(42.8%)	2,646.4	(57.2%)

1) inclus secteur d'utilité publique, institutions et ministères gouvernementaux

2) Dépenses réelles provisoires.

SOURCE: BFS- Investissements privés et publics du Canada.

Il est possible d'établir d'une façon plus précise la croissance du rôle économique de l'État, en examinant les recettes et les dépenses du secteur public, par rapport au produit national brut du Québec, depuis 1961. (23) Le total des recettes gouvernementales, qui inclus les recettes gouvernementales, les recettes des entreprises publiques et celles du gouvernement fédéral pour le Québec, représentait 30.75% (3,147 milliards). En 1970, la somme totale des dépenses en représentait 33.40% (environ 3,415 milliards). En 1970, la somme totale des recettes et des dépenses gouvernementales au Québec avait grimpée respectivement à 9,146 milliards et à environ 9,874 milliards, ce qui représentait 43.40% et 45.85% du produit national brut (21,535 milliards).

Les tableaux IV, V, VI, VII et VIII sont suffisamment explicatifs pour que nous puissions nous faire une idée claire de l'importance de l'activité financière de l'État. Cependant, il est important de souligner: 1) l'accroissement considérable de la part de l'entreprise publique dans les recettes et les dépenses de l'État; 2) que, soit parce qu'elles opèrent à partir de transferts gouvernementaux, soit parce qu'elles ont des activités particulières à la vente de certains produits, plusieurs entreprises ont été exclues de la catégorie entreprises publiques. Il s'agit en particulier, de la Régie des Alcools, la Centrale d'Artisanat, la Curatelle publique, la Raffinerie de sucre, la Régie de la Place des Arts, Soquem, la S.H.Q., la Régie de l'Assurance Récolte, la Régie de l'Assurance Dépôt du Québec, la Société d'exploitation des Loteries et Courses du Québec, l'Office de crédit industriel du Québec, la Société de Parc Industriel du Centre du Québec, Soquip et le Syndicat National du Rachat des Rentes Seigneuriales.

Comme l'indique le tableau VII, les seules entreprises publiques incluses ici dans cette catégorie sont: l'Hydro-Québec et ses filiales, l'Office des autoroutes, la Commission des accidents de travail, la Commission du salaire minimum, la Régie des rentes du Québec et la Régie de l'assurance maladie. Ces entreprises affichaient un revenu autonome approximatif total de 1,054.7 milliards en 1970, alors que ce montant n'était que de 148.1 millions en 1961. On peut apprécier l'importance particulière de l'Hydro-Québec, dont les revenus sont passés de 107.5 millions en 1961 à 431.1 millions en 1969, parmi les sociétés d'État. De plus, nous notons l'ascension rapide de la Régie des rentes du Québec dont dépend la Caisse de dépôts et de placements depuis sa création en 1966. La Caisse de dépôts est la pierre angulaire, avec le mouvement coopératif Desjardins, du développement d'un capital financier québécois. Ce projet fait l'unanimité du Parti libéral du Québec.

23) Produit national Brut (PNB): valeur monétaire de tous les biens et services produits durant une année.

bec, de l'Union Nationale comme du Parti Québécois, et il est appuyé par les directions des centrales syndicales. Ce ne sont que les contraintes du pouvoir, l'opportunisme électoral et les moyens d'y parvenir qui les séparent sur ce point.

Bien que les entreprises publiques opèrent à partir de budgets autonomes, tout comme les commissions scolaires, les hôpitaux et les municipalités, le gouvernement du Québec exerce un contrôle administratif et financier (soit par voie de subventions, soit par législation) sur elles. Elles se doivent d'être rentables et d'assurer des revenus à l'État. Mais, afin de mieux comprendre le caractère de classe de l'État et les contradictions qui existent entre les diverses fractions de la bourgeoisie, il est utile d'analyser plus en détails les autres sources de revenus des gouvernements fédéral et provincial et leurs priorités de dépenses.

La principale source de revenus de l'État est l'imposition fiscale. Les revenus fiscaux représentent 91.4% de l'ensemble des revenus du gouvernement du Canada. Comme en témoigne le tableau IX, les revenus fiscaux du gouvernement canadien ont doublé entre 1960 et 1969. Ce sont les impôts sur le revenu des particuliers qui se sont accrus dans la plus forte proportion, passant de 1,7 milliard à 4,3 milliards, soit un accroissement de 250% en l'espace de 10 ans. Le produit de la taxe de vente a aussi plus que doublé, passant de 1,003 milliards à 2,098 milliards, tandis que les impôts sur les profits des corporations n'augmentaient que d'environ 90% pour atteindre 2.2 milliards en 1969.

Ainsi donc, la charge fiscale est supportée en majeure partie par les particuliers: soit directement par l'impôt sur le revenu, soit indirectement par l'impôt à la consommation, tels que la taxe de vente et la taxe d'accise. "De plus, même si l'impôt est progressif, dans les faits, il ne revêt pas ce caractère. En effet, les impôts sur la consommation, quels qu'ils soient, quelque soit leur mode de calcul, se répercutent dans les prix des biens de consommation qu'ils réglementent et atteignent le revenu dans la mesure où celui-ci est consommé. Comme la propension à consommer des moins nantis est forte, il frappe de façon importante les petits travailleurs et les retraités à ressources fixes."

"On peut noter également que les bénéficiaires des sociétés n'ont jamais été assujettis à la progressivité de l'impôt, que la charge fiscale qui les frappe est fonction de leur situation dans l'oligarchie financière."

L'État exploite les travailleurs

...

TABLEAU IV

ETAT COMPARATIF DU PRODUIT NATIONAL BRUT DU QUEBEC PAR RAPPORT AUX RECETTES TOTALES DES GOUVERNEMENTS
DES ENTREPRISES ET SERVICES PUBLICS - QUEBEC 1961-1970
(en millions)

ANNEE	PNB-QUEBEC (ou prix du marché)	RECETTES PROVINCIALES	RECETTES DES ENTREPRISES	RECETTES DES SERVICES HOSPITALIERS	RECETTES DES SERVICES D'EDUCATION	RECETTES FEDERAL	RECETTES MUNICI- PALITES	TOTAL DES RECETTES
1961	10,226	939	148	32	163	1,576	288	3,147
1962	10,664	1,095	160	38	180	1,626	274	3,375
1963	11,331	1,198	256	40	193	1,701	302	3,693
1964	12,784	1,545	327	39	248	1,709	286	4,196
1965	14,233	1,752	357	40	290	1,783	51	4,276
1966	15,832	1,992	586	40	364	2,057	349	5,391
1967	17,025	2,491	691	41	392	2,198	613	6,428
1968	18,314	2,884 (2)	762	43	442	2,400	650	7,182
1969	20,221	3,114	870	44	457	2,700	727	7,913
1970	21,535	3,785	1,054	44	473	3,000	789	9,146

- 1) Financement total du gouvernement fédéral au Québec moins transferts au gouvernement du Québec, les montants entre parenthèses assurent que le rendement des recettes fédérales sera similaire au gouvernement provincial
2) Québec, Comptes publics.

SOURCE: Tableaux précédents. Tableaux types des comptes économiques du Québec, Ministère de l'industrie et du commerce, 1970.
Situation économique du Québec, Ministère de l'industrie et du commerce, 1971.

TABLEAU V

ETAT COMPARATIF DU PRODUIT NATIONAL BRUT DU QUEBEC PAR RAPPORT AUX DEPENSES TOTALES DES GOUVERNEMENTS,
DES ENTREPRISES ET SERVICES PUBLICS - QUEBEC 1961-1970

ANNEE	PNB-QUEBEC	DEPENSES PROVINCIALES	DEPENSES AUTONOMES DES ENTRE- PRISES	DEPENSES AUTONOMES DES SERVICES HOSPITALIERS	DEPENSES AUTONOMES DES SERVICES D'EDUCATION	DEPENSES DU FEDERAL POUR LE QUEBEC(1)	DEPENSES AUTONO- MES DES MUNICI- PALITES	TOTAL DES DEPEN- SES DU S.PUBLIC
1961	10,226	1,036	250	72	206	(1576)	275	(3415)
1962	10,664	1,200	309	56	231	(1627)	299	(3722)
1963	11,331	1,367	513	40	238	1632	381	4171
1964	12,784	1,761	645	48	306	1688	412	4860
1965	14,233	2,025	584	55	417	1774	449	5304
1966	15,832	2,312	852	41	420	1978	547	6150
1967	17,025	2,661	985	41	449	2,294	831	7261
1968	18,314	2,995 (2)	974	123	503	(2400)	872	(7867)
1969	20,221	3,348	1,145	94	518	(2700)	959	(8756)
1970	21,535	4,049	1,192	104	534	(3000)	995 (3)	(9874)

- 1) Dépenses totales du gouvernement fédéral pour le Québec moins transferts en faveur du gouvernement provincial et pour les années non disponibles (entre parenthèses), l'estimation assure que la dépense du gouvernement fédéral pour le Québec ne dépassera pas les recettes de ce gouvernement au Québec. 2) Comptes publics du Québec 1968-69. 3) Ordre de grandeur.
SOURCE: Tableaux précédents.

TABLEAU VI

ETAT COMPARATIF DU PRODUIT NATIONAL BRUT DU QUÉBEC PAR RAPPORT AUX RECETTES TOTALES DES GOUVERNEMENTS, DES ENTREPRISES ET SERVICES PUBLICS, EN POURCENTAGE SIMPLE ET POURCENTAGE ACCUMULÉ - QUÉBEC - 1961-1970

LE SECTEUR PUBLIC DU QUÉBEC
RECETTES IDENTIFIÉES DES CORPS CONSTITUANTS

ANNEE	GOUVERNEMENT PROVINCIAL	ENTREPRISES	HOPITAUX	EDUCATION	MUNICIPALITES	GOUVERNEMENT FEDERAL	RÉCETTES DU SECTEUR PUBLIC PROVINCIAL	RECETTES DU SECTEUR PUBLIC DU QUÉBEC
1961	9.18	1.44	.31	1.59	2.82	15.41	15.34	30.75
1962	10.27	1.50	.36	1.69	2.57	15.26	15.39	31.65
1963	10.57	2.26	.36	1.71	2.67	15.02	17.57	32.59
1964	12.08	2.56	.31	1.94	2.24	13.38	19.13	32.51
1965	12.31	2.51	.28	2.04	.36	12.54	17.51	30.05
1966	12.58	3.71	.26	2.30	2.21	13.00	21.06	34.06
1967	14.63	3.98	.24	2.30	3.60	12.91	24.75	37.66
1968	14.54	4.02	.23	2.41	3.55	13.10	24.75	37.85
1969	15.40	4.03	.22	2.26	3.60	13.35	25.51	38.86
1970	17.58	5.83	.21	2.20	3.66	13.93	29.47	43.40

SOURCE: Tableaux précédents.

TABLEAU VII

ETAT COMPARATIF DU PRODUIT NATIONAL BRUT DU QUÉBEC PAR RAPPORT AUX DÉPENSES TOTALES DES GOUVERNEMENTS, ENTREPRISES ET SERVICES PUBLICS EN POURCENTAGE SIMPLE ET ACCUMULÉ QUÉBEC 1961 à 1970
DÉPENSES IDENTIFIÉES DES CORPS CONSTITUANTS
SECTEUR PUBLIC DU QUÉBEC

ANNEE	GOUVERNEMENT PROVINCIAL	ENTREPRISES	HOPITAUX	EDUCATION	MUNICIPALITES	GOUVERNEMENT FEDERAL	DÉPENSES DU SECTEUR PUBLIC PROVINCIAL	DÉPENSES S. PUBLIC DU QUÉBEC
1961	10.13	2.44	.70	2.01	2.68	15.41	17.99	33.40
1962	11.25	2.89	.52	2.16	2.80	15.25	19.64	34.90
1963	12.06	4.52	.35	2.10	3.36	14,40	22.41	36.81
1964	13.77	5.04	.37	2.39	3.22	13.20	24.82	38.02
1965	14.22	4.10	.38	2.92	3.15	12.46	24.81	37.27
1966	14.60	5.38	.25	2.65	3.45	12.49	26.36	38.85
1967	15.62	5.78	.24	2.63	4.88	13.47	29.12	42.65
1968	16.35	5.31	.67	2.74	4.76	13.10	29.85	42.95
1969	16.55	5.66	.46	2.56	4.74	13.35	29.99	43.34
1970	18.80	5.53	.48	2.47	4.62	13.93	31.82	45.85

SOURCE: Tableaux précédents

TABLEAU VIII
EVOLUTION DES REVENUS ET DES DEPENSES AUTONOMES DES ENTREPRISES PUBLIQUES, DES SERVICES HOSPITALIERS, DES SERVICES D'EDUCATION¹ EN DES MUNICIPALITES DU QUEBEC, 1961, 1966, 1970.
(en millions)

	REVENUS				DEPENSES		
	1961	1966	1969	1970	1961	1966	1970
Hydro-Québec et filiales	107.5	321.5	431.1		213.5	593.8	730.6
Office des autoroutes	3.4	9.3	14.0		3.4	9.3	17.0
Commission des accidents de travail	34.6	60.1	89.0		31.4	52.7	90.0
Commission du salaire minimum	2.6	3.5	4.7		2.1	3.4	4.9
Régie des rentes du Québec	-	192.5	331.5		-	192.5	350.0
Régie de l'assurance-maladie	-	-	-		-	-	-
Services hospitaliers	32.2	40.8	-	44.1	72.2	40.8	104.1
Services d'éducation	163.2	364.6		473.8(1)	205.7(1)	420.1	533.8
Municipalités	288.3	349.5		789.1(2)	274.8	546.8	995.0(1)

1) estimation sommaire.

2) données approximatives

SOURCE: Comptes publics du Québec, Bureau Fédéral de la statistique.
"La situation du gouvernement du Québec dans les affaires économiques de la province", CSN, octobre 1971.

et subventionnent les compagnies...

En effet, non seulement les cercles financiers disposent de privilèges sous forme de dégrèvement d'impôts, ne connaissent pas de taux progressif d'imposition, mais avec la concentration du capital et l'institution de sociétés capitalistes géantes, le contrôle du profit et des revenus des dirigeants de ces entreprises est devenu nettement illusoire, pour un certain nombre d'elles, alors qu'au niveau des petites et moyennes entreprises il est vrai et qu'au niveau des traitements des salariés il est réel." (24)

Les caractéristiques du régime fiscal québécois sont similaires à celles du gouvernement fédéral. Tout d'abord, le gouvernement du Québec est le seul gouvernement provincial qui déduit directement des impôts sur le revenu des particuliers et il est le seul gouvernement provincial, avec celui de l'Ontario, qui déduit un impôt sur les revenus des corporations. De plus, s'étant retiré de plusieurs programmes et plans conjoints fédéraux, il bénéficie d'un abattement d'impôt de 50% du gouvernement d'Ottawa.

Les revenus fiscaux du gouvernement du Québec représentent environ les deux tiers de ses revenus totaux. Ainsi, les ressources fiscales du gouvernement du Québec ont plus de quadruplé en l'espace de dix ans, "le produit des impôts prélevés sur les revenus dans la proportion de 1 à 11,04, le produit de la taxe de vente a connu un accroissement de l'ordre de 1 à 4, similaire à celui de l'ensemble des revenus fiscaux, tandis que les produits des impôts sur les revenus des corporations et les taxes de successions ont progressé dans un rapport de 1 à 1.47 et 1.8 respectivement". (25) On constate par ces chiffres que le fardeau fiscal est assumé, d'une façon encore plus marquée au provincial, par les travailleurs salariés.

Si nous comparons, sommairement, les sources de revenus de l'état québécois à ses priorités de dépenses, nous pouvons confirmer l'exactitude de cette observation. D'après les calculs du Service économique de la CSN, tiré du tableau XI, la rémunération des employés du secteur public représente 24.79% des dépenses totales du secteur public du Québec, la consommation du secteur public en représente 45.08%, alors que les transferts aux particuliers en représentent 11.15%, les transferts aux entreprises privées, aux affaires 9.06%, et les autres transferts et les "sommes qui n'ont pu être ventilées", 9.92%

24) La situation du gouvernement du Québec dans les affaires économiques de la province, CCN SP-109-CSN, Octobre 1971, p.19
25) Ibid p.29

Un autre aspect de la fiscalité québécoise, qui est aussi important à signaler, c'est celui de la répartition des ressources fiscales et les arrangements fiscaux entre les gouvernements fédéral et provincial, et qui attribue un rôle prépondérant au gouvernement du Québec dans l'économie de la province. Le document de la CSN l'exprime de la façon suivante:

"Brièvement, si l'on désire situer le fondement de la fiscalité québécoise, il faut faire appel, à l'expérience du Québec dans la fédération canadienne, à la préoccupation des capitalistes locaux de se doter de moyens financiers régionalisés capables des prémunir contre les pressions extérieures et intérieures.

"En effet, la fiscalité canadienne ne peut pas avoir été sans effet sur la fiscalité québécoise, d'autre part, les capitalistes autochtones afin de pourvoir au développement de leurs capitaux eurent recours aux interventions de l'Etat, qui, avec le produit de l'imposition, pouvait leur distribuer et assumer, par le canal des dépenses, des revenus suffisants. Ceci expliquerait relativement bien la diversité des domaines fiscaux, l'importance des taux, la charge fiscale répartie aux citoyens du Québec, et finalement, le rôle préséant du gouvernement du Québec dans la province". (26)

Parmi les revenus budgétaires du gouvernement du Québec, nous devons inclure deux autres sources importantes de revenus: les revenus parafiscaux qui proviennent principalement du commerce des spiritueux, des frais d'immatriculation, de l'exploitation des richesses naturelles et depuis ces dernières années, de l'exploitation des loteries; les transferts des ressources fiscales du gouvernement fédéral en faveur du Québec, qui comprennent les abattements d'impôt, les subventions conditionnelles et les subventions inconditionnelles.

Les revenus parafiscaux du gouvernement du Québec ont considérablement diminué depuis quelques années, (27) alors que les transferts fédéraux, particulièrement dans le domaine des subventions inconditionnelles, ne cessent de croître. (28)

"En 1961, le produit des taxes prélevées par le gouvernement provincial représentait 56.01% de l'ensemble des revenus bruts du gouvernement, les revenus institutionnels et les intérêts étaient de 18.33%, les contributions conditionnelles d'autres gouvernements représentaient 18.53%, et les arrangements fiscaux ou contributions inconditionnelles du gouvernement fédéral au gouvernement

26) Ibid p. 50

27) les revenus parafiscaux représentaient 40% du total en 1944-45

28) Le document de la CSN estime que "devant les risques sociaux et les besoins des capitalistes québécois", cette source de revenu du

TABLEAU IX
REVENUS FISCAUX DU GOUVERNEMENT DU CANADA - 1960-1969
REVENUS ANNUELS (EN MILLIONS)

DOMAINE FISCAL	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Ravenu	1,752	1,940	2,052	2,018	2,168	2,535	2,638	3,050	3,650	4,334
a) particuliers	1,234	1,380	1,302	1,298	1,375	1,669	1,759	1,743	1,821	2,213
b) corporations	73	88	112	129	124	144	170	204	221	206
c) non-résidents	1,003	991	1,045	1,108	1,278	1,588	1,917	2,073	2,146	2,098
Taxe de vente	331	343	367	384	391	395	424	447	460	498
Taxe d'accises	193	199	206	220	233	239	264	270	300	321
tabac	97 (1)	92 (1)	50 (1)	38	49	45	52	57	100	66
alcool	526	499	534	645	581	622	686	778	746	762
Autres	89	85	85	87	91	89	108	101	102	112
Douanes	1	1	1	1	-	-	-	-	12	9
Successions										
Autres										
TOTAL DES REVENUS FISCAUX	5,299	5,618	5,754	5,928	6,290	7,326	8,018	8,723	9,558	10,619
REVENUS GENERAUX NETS	5,736	6,103	6,249	6,427	6,855	7,918	8,695	9,425	10,376	11,614

1) Automobile et autres

SOURCE: BFS - Federal Government Finance.

TABLEAU X
DOMAINES DE LA PERCEPTION FISCALE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC - 1961-1970
REVENU ANNUEL (EN MILLIONS)

DOMAINES DE PERCEPTION	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969(1)	1970 (1)
Corporations	20.7	29.2	33.3	33.0	38.7	37.0	45.8	61.2	71.0	67.4
Revenus	118.8	119.7	121.4	130.0	144.4	149.8	153.7	182.3	172.0	175.0
a) corporatifs	85.1	98.3	106.0	170.2	335.7	470.0	527.6	678.4	825.0	940.0
Ventes	.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
a) boissons alcooliques	7.8	8.9	9.1	11.6	9.1	10.3	13.5	23.7	16.5	29.0
b) amusements	107.8	120.5	150.8	167.2	192.3	202.3	217.7	272.0	285.0	298.3
c) carburants	24.3	25.9	25.0	27.6	35.3	38.3	38.8	67.7	63.0	68.4
d) tabac	115.9	153.1	167.8	288.8	327.6	343.1	465.9	513.7	519.8	562.9
e) général	9.1	10.8	12.0	14.0	24.6	30.2	52.6	39.8	52.2	48.0
f) autres commodités & services										
Successions	25.5	27.8	36.4	35.4	36.0	37.8	35.9	46.0	42.0	46.0
RAMQ										15.0
Autres...	2.1	1.8	2.3	2.3	2.4	2.0	2.8	2.7	4.2	3.0
TOTAL DES REVENUS FISCAUX	517.2	596.0	664.1	880.1	1146.1	1320.8	1554.3	1885.5	2050.7	2253.0
REVENUS GÉNÉRAUX NETS	758	865	948	1240	1600	1817	2288	2697	2962	3383

1) Estimation préliminaire

SOURCE: BFS - Provincial Government Finance

TABLEAU XI
TENTATIVE DE CLASSIFICATION ÉCONOMIQUE DES DÉPENSES TOTALES DU SECTEUR PUBLIC
QUÉBEC - 1967 à 1969

Secteur public	CLASSIFICATION ÉCONOMIQUE					AUTRES
	traitements (1)	achats de biens & services immobilisations(2)	transferts			
			particuliers (3)	affaires public (4)	(5)	
gouvernement du québec.						
1967-68	316.0	458.5	333.9	116.5	1,385.5	74.1
1968-69	350.7	437.0	343.8	143.5	1,598.7	86.9
1969-70	387.9	470.6	359.3	179.9	1,965.1	81.7
entreprises publiques (6)						
1967	85.0	343.0	53.0	363.4	.8 (7)	124.7
1968	97.5	327.0	64.4	367.8	.8 (8)	110.9
1969	108.2	309.2	73.1	462.4	.6 (9)	186.0
Services publics provinciaux						
santé & bien être(11)						(10)
1967	382.8	336.3			-(637.8)	
1968	436.6	362.0			-(716.0)	
1969	538.9	441.6			-(886.4)	
éducation (12)						
1967	490.5	490.5			(531.9)	
1968	595.0	595.0			(687.4)	
1969	687.3	687.3			(856.9)	
municipalités						
1967	-(13)	706.6	3.6	162.8	-(164.4)	6.5
1968	-	-	-	-	-(149.3)	-
1969	-	-	-	-	-(159.4)	-
Gouvernement fédéral au Québec						(14)
1967	484	853.6	-	-	-	845.9
1968	-	-	-	-	-	-
1969	-	-	-	-	-	-
Secteur public du Québec						
1967	1758.3	3197.3	390.5	642.7	52.2 (15)	1051.2
1968	-	-	-	-	-	-
1969	-	-	-	-	-	-

1) traitements et salaires, indemnités parlementaires, avantages sociaux 2) honoraires, frais de bureaux, investissements 3) Bourses, allocations, bien être 4) Subventions, intérêts, investissements de la RRQ 5) Subventions aux institutions publiques et associations sans but lucratif 6) Les mêmes que précédemment 7) Des montants de 4.9, 5.9 et 5.2 pour les 3 années consécutives n'apparaissent pas ici. Ils constituent des paiements effectués par la RRQ au Ministère des finances du Québec à titre de frais de perception. Ces montants apparaissent au poste des revenus du gouvernement du Québec 10) Les billets échus de l'hydro-québec sont inclus 11) Les revenus autonomes des services sociaux n'apparaissent pas, la masse salariale est égale à 65% des subventions d'opération des services de santé. 12) La masse salariale de l'éducation est égale à 50% des dépenses totales 13) La masse salariale des municipalités apparaît à l'item achats de biens et services 14) N'a pu être ventilé faute d'informations pertinentes. Toutefois, on peut croire qu'une grande partie (50%) est versée aux particuliers. 15) De ce montant, 10 millions sont versés à des associations sans but lucratif.

SOURCE: Québec, Comptes publics. Tableaux précédents. BFS-Local Government Finance.

provincial du Québec formaient 7.08%. Toutefois, en 1970, d'autres ordres de grandeur sont intervenus qui confirment nos observations précédentes: les revenus fiscaux du gouvernement du Québec constituent 59.52% de ses revenus totaux, les revenus parafiscaux représentent seulement 11.30%, les contributions conditionnelles du gouvernement fédéral se montent à 8.95% et la somme des transferts inconditionnels du gouvernement fédéral en faveur du Québec est de l'ordre de 20.22%".(29)

Le document de la CSN conclut de ces observations que "dans le débat que suscitent les contributions du gouvernement fédéral aux provinces et dont l'aspect le plus publicisé demeure au niveau des services que pourraient ou devraient entretenir les différents paliers de gouvernements (c'est la question constitutionnelle et la distribution des compétences fédérales-provinciales), l'un des autres aspects fondamentaux qui pourrait être soulevé est la différence de "présence" qui se développe de plus en plus entre le gouvernement central et celui du Québec. En d'autres termes, et pour l'application de cet aspect de notre perception, le budget provincial serait plus régionalisé que celui du gouvernement central. Ainsi, les intérêts des capitaux québécois seraient avantageusement servis par le budget provincial, tandis que le gouvernement central favoriserait la haute gomme, l'oligarchie financière anglo-canadienne".(30)

Une étude approfondie des emprunts du secteur public et plus particulièrement des "mécanismes" d'emprunt sur le marché, nous permettrait de vérifier le second aspect de cette conclusion. L'emprunt, (sous formes d'émissions d'obligations, d'emprunts à court terme, de billets) est une source de financements importante pour couvrir les déficits budgétaires. Une comparaison entre les recettes et les dépenses du secteur public, tel qu'établi aux tableaux IV et V démontre l'importance des déficits de l'Etat chaque année. Mais, comme en témoigne le tableau XIII, l'émission d'obligations par le secteur public dépasse la simple couverture des déficits.

28) suite...gouvernement provincial devrait s'accroître davantage dans les années qui viennent". Ibid, p.30
29) Ibid, p. 36
30) Ibid p.32

TABLEAU XII
REVENUS BRUTS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC - 1961 à 1970

SOURCE	ANNEE FISCALE (en millions)									
	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968 (1)	1969 (1)	1970 (1)
Taxes	526	596.8	664.2	880	1146	1320.5	1554.3	1885.4	2050.8	2253.0
Privileges, Licenses & permis	106.1	113.6	128	129	135.8	161	231.2	201	198	232.3
Ventes & Services	16.3	18.2	15.4	19.7	17.3	16.1	20.7	-	17.1	20.6
Amendes & confiscations	1.4	1.6	2.2	2.7	3.7	3.3	4.0	-	4.4	5.0
Intérêts, primes	5.7	6.9	11.1	12.3	15.4	8.2	8.9	6.2	6.2	60.1
Entreprises										
gouvernementales	40.0	46.1	52.9	58.9	80.0	88.4	74.2	84.3	108.4	105.3
Autres revenus	2.7	2.6	3.0	3.7	3.7	4.6	4.5	74.3	12.0	4.6
Transferts conditionnels										
a) du gouvernement fédéral	171.0	216.9	234	284.4	122.5	135.2	187.9	(3)	141.2	334.9
b) des municipalités	3.0	3.5	5.8	3.8	10.4	28.8	4.0	(3)	4.6	4.0
Transferts inconditionnels										
a) subventions statutaires du fédéral	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0	3.9
b) arrangements fiscaux	60.4	78.0	70.2	134.0	212.6	221.4	397.2	456.6	564.3	758.2
c) part des revenus provenant de la taxation de l'énergie	2.1	4.6	4.6	4.3	1.0	.6	.6	1.5	3.0	3.3
Ajustements	.3	2.6	2.7	8.1	-	-	-	-	-	-
REVENUS BRUTS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	939	1095	1198	1545	1752	1992	2491	2697	3114	3785
REVENUS NETS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	758	865	948	1240	1600	1817	2288	2962	2962	3383

1) Chiffres préliminaires empruntés au BFS 2) Ventes & Services, amendes et pénalités, diverses autres sources dont la classification n'est pas prévue 3) Données ne sont pas disponibles.

TABLEAU XIII
EMISSIONS D'OBLIGATIONS DU SECTEUR PUBLIC DU QUÉBEC 1965 à 1970
ANNÉE D'EMISSION (en millions)

SECTEUR PUBLIC	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Gouvernement du Québec ⁽¹⁾						
MC	299.1 ⁽²⁾	270.3	205.0	225.0 ⁽³⁾	165.4 ⁽⁴⁾	281.2
MA	-	-	45.0	75.0	50.0	65.0
ME	-	-	-	103.3	75.0	-
Sous total	299.1	270.3	250.0	403.3	290.4	346.2
1965 = 100	100.0	90.4	83.6	134.8	97.1	115.7
Municipalités (5)						
MC	187.3	179.2	215.0	156.0	172.0	243.8
MA	43.9	113.4	93.5	28.4	2.3	25.0
ME	-	-	-	-	27.0	-
Sous total	231.2	292.6	308.5	184.4	201.3	268.8
1965 = 100	100.0	126.5	133.4	79.8	87.1	116.3
Commissions scolaires						
MC	22.9	43.9	71.0	77.6	83.0	87.7
MA	-	-	27.4	20.0	6.4	-
ME	-	-	-	-	10.7	-
Sous total	22.9	43.9	98.4	97.6	100.1	87.7
1965 = 100	100.0	191.7	429.7	426.2	437.1	382.9
Hydro-Québec						
MC	75.0	100.0	110.0	50.0	100.0	80.0
MA	50.0	150.0	154.3	135.0	100.0	210.0
ME	-	-	-	-	60.0	15.0
Sous total	125.0	250.0	264.3	185.0	260.0	305.0
1965 = 100	100.0	200.0	211.4	148.0	208.0	244.0
Hôpitaux						
MC	n.d.	n.d.	n.d.	45.8	36.5	63.9
MA	-	-	-	-	12.3	4.7
Sous total	-	-	-	45.8	48.8	68.6
1968 = 100	-	-	-	100.0	106.5	149.8
Universités						
MC	-	-	-	27.0	41.6	56.3
ME	-	-	-	-	6.2	-
Sous total	-	-	-	27.0	47.8	56.3
1968 = 100	-	-	-	100.0	177.0	208.5
Cegeps						
MC	-	-	-	7.3	20.5	52.5
1968 = 100	-	-	-	100.0	280.8	719.2
TOTAL	-	-	-	950.4	968.9	1185.1

MC: Marché canadien MA: marché américain ME: marché européen

1) ne comprend pas les bons du trésor

2) y compris \$89,085,250 en 1965, \$65,281,250 en 1966 en obligations d'épargne émises par le gouvernement du Québec, remboursables sur demande aux taux de 5,5 et 1/2%.

3) ne comprend pas l'emprunt de \$74,450,000 pour la contribution à Expo '67.

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Section des Finances.

Le gouvernement fédéral bloque le développement de la moyenne et de la petite bourgeoisie

Malgré la mise en place de certains mécanismes, tel que la Caisse de Dépôt, malgré la grande proportion des placements du Mouvement Desjardins qui vont vers l'Etat, malgré les tentatives timides de la Commission des Valeurs mobilières de "réorganiser" l'industrie des valeurs mobilières, dans quelle mesure l'Etat québécois est-il obligé de se conformer aux règles établies par l'oligarchie financière anglo-canadienne (31) dans ses transactions financières? En tout, cas, la dénonciation du syndicat financier A.E.Ames-Bank of Montreal par Jacques Parizeau, ainsi que les "révoltes" récentes de certains petits courtiers francophones ont mis le problème au grand jour. Les difficultés auxquelles se sont heurtées et continuent de se heurter la moyenne et la petite bourgeoisie québécoise dans leur effort de développer un capital financier, comme dans leur effort de rapatrier certains programmes de compétence fédérale, soulèvent non seulement le problème de juridiction fédéral-provincial, mais aussi celui du développement d'un capitalisme régional, dont les principaux leviers seraient entre les mains des capitalistes québécois. Ce problème est loin d'être unique au Québec, et il se pose pour plusieurs autres régions du Canada.

Les rôles complémentaires que jouent les deux paliers de gouvernement, dans les tâches "réservées" à l'Etat, servent les intérêts communs des diverses fractions de la bourgeoisie face à la classe ouvrière. Toutefois, les divisions juridictionnelles entre les deux niveaux de gouvernement "alimentent" les contradictions à l'intérieur de la bourgeoisie, dont nous avons énumérées la plupart plus tôt. D'autant plus que l'appareil d'Etat est le principal instrument de développement de la bourgeoisie, autant canadienne que québécoise.

Quant au premier aspect de la conclusion du document de la CSN, l'acuité particulière du conflit Ottawa-Québec provient d'une part de la "présence" que l'Etat du Québec a acquis dans l'économie de la province, (dû au rapatriement de programmes fédéraux, aux abattements d'impôt, etc. soutirés par les gouvernements antérieurs) mais il recouvre ses fondements mobilisateurs -utilisés par la bourgeoisie québécoise- dans l'identification culturelle, linguistique et nationale du peuple canadien-français au Québec et qui est nourri par l'oppression historique anglo-canadienne.

Ceci nous amène à la troisième et plus ancienne source du conflit: celle qui remonte à la Conquête et qui oppose la nation canadienne-française aux conquérants anglo-saxons. Ceci est important à spécifier, car si les deux autres sources du conflit à l'intérieur du système fédératif canadien émanent de contradictions au sein de la classe bourgeoise; cette troisième source a ceci de spécifique,

qu'en plus d'être un conflit de pouvoir entre divers intérêts capitalistes, elle s'étend sur l'ensemble des peuples canadiens et québécois. L'histoire fait qu'aujourd'hui, les canadiens d'origine française sont cantonnés au Québec, où ils tentent de plus en plus d'affirmer leur identité collective.

Si la fraction nationaliste de la moyenne et de la petite bourgeoisie essaie d'orienter les revendications de la classe ouvrière et la volonté d'indépendance du peuple, vers la lutte parlementaire, c'est que, nous le répétons, cette institution qu'est le Parlement lui est indispensable pour acquérir une mainmise sur l'appareil d'Etat, qui lui est indispensable pour son développement et dans sa lutte contre la bourgeoisie nationale. Deuxièmement, c'est qu'elle craint davantage la classe ouvrière que la bourgeoisie. Son dilemme, c'est qu'elle a besoin de l'appui de la classe ouvrière pour réussir.

3-les solutions

1) LES SOLUTIONS DE LA FRACTION NATIONALISTE DE LA MOYENNE ET DE LA PETITE BOURGEOISIE

Les solutions de la fraction nationaliste de la moyenne et de la petite bourgeoisie visent à solidifier le capitalisme au Canada et au Québec en établissant des politiques qui débloqueraient les forces productives, qui concéderaient à la bourgeoisie autochtone un plus grand pourcentage de la plus value, qui ramèneraient un climat social propice à la relance économique et qui permettrait l'affirmation du caractère national.

Les éléments "démocratiques" de ces deux classes croient pouvoir atteindre ces objectifs par une rationalisation des investissements étrangers et de l'épargne collective et par une redéfinition des responsabilités entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux.

Bien que les membres de la fraction nationaliste de la moyenne et de la petite bourgeoisie soient dispersés dans tous les partis politiques, c'est dans le NPD au Canada et dans le PQ au Québec que l'on retrouve la grande majorité d'entre eux. (1) Nous avons donc choisi de reprendre les programmes de ces deux partis et d'en dégager les lignes générales.

D'abord, deux faits à retenir parce qu'ils sont à la base de ce qui succède: (2) PREMIEREMENT, le NPD, comme le PQ, prétendent parler au nom de tout le peuple - et cela, pas simplement au niveau de la démagogie. Le NPD parle de "Canadians working together"; le PQ parle tout simplement des "Québécois". EN SECOND LIEU, Les objectifs de transformation proposés par le NPD et le PQ doivent se faire dans le cadre de la démocratie parlementaire par la conquête pacifique (électorale) du pouvoir d'état. Le NPD exprime ceci par "their own democratically-elected Parliament and legislatures", tandis que le PQ évoque l'"Etat québécois, comme moteur central d'animation, de planification et de coordination".

"Le caractère propre de la social-démocratie se résume(mait) en ce qu'elle est une "classe intermédiaire", au sein de laquelle

1) Toutefois, il faut constamment avoir en tête que le NPD a des fondements beaucoup plus social-démocrate que le PQ qui lui, est un ramassis de tout.

2) Ces 2 faits ont une influence déterminante sur toutes les politiques subséquentes préconisées par ces deux partis.

"Le processus démocratique"

La "social-démocratie"

le s'émeuvent les intérêts des deux classes opposées, s'imaginent être au-dessus des antagonismes de classe. Les démocrates reconnaissent qu'ils ont devant eux une classe privilégiée, mais avec tout le reste de la nation, ils constituent le "peuple". Ce qu'ils représentent, c'est le droit du "peuple"; ce qui les intéresse, c'est l'"intérêt du peuple".

"Le caractère propre de la social-démocratie se résume en ce qu'elle réclame des institutions républicaines démocratiques comme moyen, non pas de supprimer les deux extrêmes, le capital et le salariat, mais d'atténuer leur antagonisme et de le transformer en harmonie. Quelque soit la diversité des mesures qu'on puisse proposer pour atteindre ce but, quelque soit le caractère plus ou moins révolutionnaire des conceptions dont il puisse être revêtu, le contenu reste le même. C'est la transformation dans le cadre petit bourgeois. Il ne faudrait pas partager cette conception bornée que la petite bourgeoisie a pour principe de vouloir faire triompher un intérêt égoïste de classe. Elle croit au contraire que les conditions particulières de sa libération sont les conditions générales en dehors desquelles la société moderne ne peut être sauvée et la lutte des classes évitée. (3)

Néanmoins, nous nous devons de juger les intérêts d'une classe, non seulement par la position qu'elle occupe dans la société, ou par le rôle qu'elle s'attribue, mais par les politiques qu'elle met de l'avant pour servir ses intérêts, et ceux de la nation.

3) "il ne faut pas s'imaginer non plus que les représentants démocrates sont tous des "shopkeepers"(boutiquiers) ou qu'ils s'enthousiasment pour ces derniers. Ils peuvent, par leur culture et leur situation personnelle, être séparés d'eux par un abîme. Ce qui en fait les représentants de la petite bourgeoisie, c'est que leur cerveau ne peut dépasser les limites que le petit bourgeois ne dépasse pas lui-même dans sa vie, et que, par conséquent, ils sont théoriquement poussés aux mêmes solutions auxquelles leur intérêt matériel et leur situation sociale poussent pratiquement les petits bourgeois. Tel est, d'une façon générale, le rapport qui existe entre les "représentants politiques et littéraires" d'une classe et la classe qu'ils représentent." K.Marx, 18 Brumaire, p. 42, Editions sociales.

Le "contrôle public" du NPD

Les fondements de la politique économique du NPD sont l'accroissement de l'investissement et du contrôle public des ressources naturelles, "par tous les moyens appropriés, y inclus la propriété publique avec la participation de l'entreprise privée" (le NPD-Québec parle carrément de nationalisations dans certains cas); la planification et l'orientation des investissements publics et privés, afin de développer l'industrie de transformation des matières premières (le NPD parle nulle part dans son programme de l'Agence de Tamassage des investissements, tel que proposé par le Rapport Gray et qui se rapproche du code d'investissement du PQ, mais il semble qu'il serait en accord total avec un tel projet); la réforme du régime fiscal, afin de bénéficier plus largement des revenus des grandes entreprises étrangères; la mobilisation et la canalisation des ressources monétaires vers un financement plus important de l'entreprise publique; l'encouragement des initiatives locales en matière de rénovation communautaire et de coopération dans les domaines du logement et de la consommation.

Sur le plan social, le NPD avance une série de mesures en matière de sécurité sociale, (revenu minimum garanti, assurances, soins médicaux et dentaires, médicaments, etc) de main d'oeuvre, de logement, de consommation, d'agriculture et des pêcheries. Plusieurs de ces mesures, conformes au capitalisme d'Etat, sont applicables à l'intérieur d'un régime capitaliste plus libéral. Ces réformes sont même une nécessité inéluctable pour la survie et la croissance du capitalisme.

Le PQ et l'Etat

Le type d'intervention de l'Etat dans le secteur des ressources naturelles et dans l'industrie manufacturière, ainsi que les mesures sociales que préconise le NPD se rapprochent énormément des politiques du PQ. Le Parti Québécois, étant donné l'état aléatoire dans lequel se trouve l'économie québécoise, est plus explicite sur les instruments dont il compte se prémunir pour mettre en marche ces réformes. Il prône l'élaboration d'un Plan dirigé par un organisme gouvernemental (Office de planification et de développement du Québec), avec la collaboration des entreprises, qui établirait les priorités de développement et l'allocation des ressources et qui régulariserait les investissements publics et privés d'après un Code d'investissement. Le PQ "fixe" à trois niveaux l'intervention de l'Etat dans l'industrie de l'extraction et de la transformation: développer les sociétés d'Etat déjà existantes, tel l'Hydro, Soquem, Sidbec-Dosco; mettre sur pied une société de réorganisation industrielle qui aurait comme fonction de gérer un certain nombre d'entreprises mixtes, dont la part majoritaire serait détenue par l'Etat;

L'"indépendance économique", vue par le PQ

participer minoritairement au capital-actions d'un certain nombre d'entreprises privées. Cependant, c'est dans sa définition des secteurs industriels, où il interviendrait, que le manifeste QUAND NOUS SERONS VRAIMENT CHEZ NOUS devient moins (ou devrait-on dire plus) précis. Il parle d'un secteur exclusivement québécois qui comprendrait l'équipement culturel, l'édition et l'aciérie primaire; un secteur majoritairement québécois qui incluerait les institutions financières et tout le réseau de transport et de communication, présentement sous contrôle de la bourgeoisie nationale. Dans cette catégorie, il ajoute "qu'il faudra appliquer ce genre de formule à plusieurs secteurs de l'industrie manufacturière et de la distribution". Les quels? Il mentionne les produits électriques et l'outillage de communication, "où nous sommes solidement implantés". Enfin, c'est au sujet des secteurs industriels presque entièrement sous contrôle américain, les mines, l'industrie manufacturière à haute technologie et l'industrie légère destinée à la production d'articles pour la consommation de masse que le PQ se montre le plus circonspect. (4) Il classifie ces secteurs comme "secteurs ouverts au contrôle étranger". D'ailleurs, le NPD est encore plus vague sur ce sujet. Or, nous savons bien que le développement industriel de toute la société moderne est précisément basé sur ces trois secteurs.

Pourquoi le NPD se sépare du PQ sur la question de l'indépendance

Le "fellow traveling" entre les deux ailes "démocratiques" de la moyenne et de la petite bourgeoisie s'arrête ici. Le point de séparation est évidemment la question nationale. Le Parti Québécois défend la souveraineté politique du Québec, à l'intérieur d'un "marché commun" avec le reste du Canada, tandis que le NPD propose un fébrile réaménagement constitutionnel de la structure confédérative. Ces divergences politiques entre l'aile canadienne et l'aile québécoise de la moyenne et de la petite bourgeoisie démocratique proviennent, avant tout, d'une REALITE ECONOMIQUE DISTINCTE. Pour mener à terme ses réformes, la fraction nationaliste de la moyenne et de la petite bourgeoisie a besoin d'un état qui a des pouvoirs considérables (ou du moins réels). L'Etat doit avoir juridiction sur la perception et la répartition de toutes les recettes fiscales, et sur les services publics (transport, distribution, communication, etc.) qui sont essentiels à l'organisation de l'économie. De plus, il doit maintenir un contrôle sur "les principaux rouages de l'activité financière" - le système bancaire, les institutions de crédit et de fiducie, etc. Or, le gouvernement d'Ottawa détient ces pouvoirs. Et, le capital financier, nécessaire aux projets de la fraction nationaliste de la moyenne et de la petite bourgeoisie québécoise est concentrée entre les mains de la bourgeoisie nationale, dont le centre

4) Dans le Document "Quand nous serons vraiment chez nous, en abordant la question de la réorganisation de l'économie et de la protection du consommateur, on affirme: "Et si nous devons, pour ce faire,

des opérations est l'Ontario" (5).

"La volonté de rapatrier les centres de décision majeure de l'économie et, en les rapatriant d'en modifier l'organisation", (6), entraîne des modifications radicales dans la structure politique. "On ne refait pas l'organisation d'une économie sans affecter aussitôt l'organisation du pouvoir politique et de l'organisation gouvernementale". (7) D'où pour parvenir à des transformations substantielles dans la structure économique, la fraction nationaliste de la moyenne et de la petite bourgeoisie doit effectuer des changements politiques majeurs. Ces changements politiques, à caractère économique, sont de trois ordres fondamentaux:

- 1) la récupération des impôts perçus par le gouvernement canadien;
- 2) la récupération de l'épargne collective accaparée par les institutions financières canadiennes, en rendant obligatoires leur incorporation à Québec et en les contraignant à céder la part majoritaire de leur capital-actions à des résidents québécois;
- 3) l'expropriation des services de transport et de communication, propriétés de la bourgeoisie nationale et du gouvernement fédéral.

Au delà d'une analyse trop rigide ou dogmatique des rapports de production et des intérêts des diverses classes de la société québécoise, il reste que s'il persistait, chez plusieurs, des incertitudes quant à l'aspect "socialiste typiquement québécois" de l'orientation du PQ, après la publication de "Quand nous serons vraiment chez nous", il ne peut y demeurer l'ombre d'un doute. Bien que, dans sa "réorganisation de l'économie", le Parti Québécois intègre "deux pôles" capitaux: le secteur étatique, par l'intermédiaire de la Caisse de dépôt et de placements, qui absorberait la

4) suite... enlever aux intérêts américains le contrôle d'un certain nombre de secteurs pour les réaménager (sous l'égide de la SR.I. par exemple), il n'y aurait pas à hésiter". p.96 En lisant ceci, nous ne pouvons faire autrement que penser à la phrase de Marx: "Aucun parti ne s'exagère davantage les moyens dont il dispose que le parti démocrate. Aucun ne s'illusionne plus légèrement sur la situation". 5) Il est remarquable que le NPD attaque rarement le capital financier et évidemment la structure confédérative canadienne, tandis que le PQ concentre toutes ses attaques sur ces deux centres de décision. Le NPD dirige plutôt ses attaques contre la grande entreprise - particulièrement étrangère, et contre le régime fiscal. 6) Quand nous serons vraiment chez nous, PQ, p.55 7) Ibid, p.57

la grande proportion des "transferts de titre de propriété" et qui serait le pivot de toute l'intervention de l'Etat dans l'industrie et le secteur coopératif, qui achèterait la majeure partie du capital-actions des banques à chartre et des sociétés de fiducie canadienne; la base du système économique que propose le PQ continue d'être l'entreprise privée.

Les racines historiques de la question nationale

'Mais, il serait faux de croire que les impératifs économiques sont les seuls déterminants dans les changements que défend le Parti Québécois. Les "intérêts" culturels, linguistiques, nationaux du peuple québécois sont profondément ancrés dans le mouvement nationaliste. L'option indépendantiste est issue, non seulement d'intérêts divergents à l'intérieur de la bourgeoisie, mais d'aspirations populaires, dont on retrouve les racines à travers toute l'histoire de la nation canadienne française. Néanmoins, cette vieille revendication du peuple québécois a été subordonnée, une fois de plus, non pas à "des intérêts égoïstes (ou exclusifs) de classe", mais à une conception de la vie, de la société et de l'économie qui est foncièrement petite bourgeoise et dont la timidité, la médiocrité et la couardise sont les traits essentiels.

Le PQ face à une impasse

Prisonnier d'une option qu'il a lui-même choisi d'assumer, malgré la "poussée" populaire ou celle qui pourrait venir de la "base", le PQ a atteint ses limites dans le cadre qu'il s'est imposé (8) De par le but que se "fixe" le PQ, rassembler tout le peuple, rallier les électeurs, autour d'un objectif: l'indépendance - il lui est impossible de l'insérer dans la contradiction fondamentale dans laquelle est enfermée le Québec et qui oppose la domination du capital américain d'abord, puis canadien et québécois ensuite, à la classe ouvrière et aux travailleurs salariés en général. A l'instant, où l'on admet que la séparation du Québec et que la constitution d'un Etat politiquement indépendant est l'objectif principal, l'adversaire principal devient le gouvernement central de la bourgeoisie nationale, qui détient la clé du dénouement de

8) Comparons le PQ du conflit de La Presse, du conflit du secteur public et de tous les autres conflits ouvriers, au parti de la petite bourgeoisie en 1848-49 en France: "...la bourgeoisie sentait la nécessité d'en finir avec les petits bourgeois démocrates, de même qu'une année auparavant, elle avait compris la nécessité d'en finir avec le prolétariat révolutionnaire. Seulement, la situation était dans la rue, celle de la petite bourgeoisie au sein de l'Assemblée nationale elle-même. Il s'agissait, par conséquent, de l'attirer hors de l'Assemblée nationale, dans la rue, et de lui faire ainsi briser elle-même sa puissance parlementaire, avant qu'elle eut le temps et l'occasion de la consolider. La Montagne donna tête baissée dans le panneau". K.Marx, 18 Brumaire, p.43

cet objectif. Or, les amples pouvoirs que détiennent la bourgeoisie nationale et l'Etat fédéral, leur opposition féroce, appuyée par la majorité anglophone, à la séparation du Québec, ainsi que l'adhésion de la majorité de la moyenne et de la petite bourgeoisie québécoise aux impératifs économiques et politiques de la bourgeoisie nationale, placent le Parti Québécois dans une position nettement inférieure. Nous pourrions ajouter à ces éléments déterminants: la profonde division qui persiste au sein du peuple québécois sur la question de l'indépendance, la prise de conscience anti-capitaliste grandissante chez les travailleurs et les jeunes que le PQ ne parvient pas à canaliser, la composition de classe et l'unité artificielle qui existent à l'intérieur du parti, et l'urgence des échéances électorales. L'ensemble de ces facteurs, combinés à la démographie électorale du Québec (9), sont suffisants pour nous convaincre que la possibilité de la prise et de l'exercice du pouvoir par le Parti Québécois est peu probable. L'état-major péquiste peut bien axer sur une négociation à la scandinave de la question constitutionnelle; l'histoire plus récente en Palestine, au Biafra, au Bengla Desh, en Irlande du nord, tous résidus de grande civilisation britannique, nous enseignent des leçons différentes.

L'impérialisme américain et le PQ

Les facteurs externes qui pourraient intervenir dans le conflit principal qui oppose la bourgeoisie nationale à la fraction nationaliste de la moyenne et de la petite bourgeoisie québécoise et qui pourraient modifier le rapport de force en faveur de ces derniers sont l'impérialisme américain et la classe ouvrière québécoise. Or, la politique américaine du maintien du statu quo dans sa sphère d'influence immédiate, la satellisation accomplie de l'économie canadienne et québécoise aux impératifs de l'impérialisme américain, les liens étroits qui existent entre la bourgeoisie nationale et la grande bourgeoisie américaine et le pouvoir de négociation que confère à la bourgeoisie nationale le contrôle de l'Etat central, nous permettent de croire qu'un appui, même conditionnel, aux projets du PQ, de la part du gouvernement américain,

9) suite... Le PQ n'est pas le parti de la Montagne. Et les leaders péquistes ne sont pas tous des Ledru-Rollin. M.Lévesque n'est pas tombé dans le "panneau". Mais l'intelligence politique de l'état major péquiste lui suffira-t-il à le sauver "when the chips are down"? Cependant, il nous semble inexact de considérer le PQ comme uniquement une machine électorale. Si cela est vrai en ce qui concerne la machine du parti, les vedettes péquistes sont actives par leur présence et leurs manipulations, dans plusieurs organismes coopératifs, syndicaux, mouvements nationaux et sociaux (SSJB, SNQ, CDS, etc.) et les fervents du parti, sans former de comités en milieu de travail, mènent la cabale, à chaque occasion, en faveur du PQ dans leur milieu et partout où il y a des troubles sociaux.

La classe ouvrière et le PQ

Seule la classe ouvrière peut mener jusqu'au bout la lutte nationale, en conjonction avec la lutte anti-impérialiste.

a peu de chances de se matérialiser. Tant qu'à l'appui massif de la classe ouvrière à l'option péquiste, il aurait comme conséquence non seulement de modifier le rapport de force, mais de changer fondamentalement l'orientation du programme de réformes proposé par le Parti Québécois pour le poser en fonction d'une lutte anti-capitaliste, - ce qui ne manquerait pas d'être considéré comme une menace aux intérêts américains et de modifier l'attitude de Washington. Dans ces circonstances le PQ perdrait la direction de la lutte de libération nationale.

Ainsi, le programme de l'aile québécoise de la moyenne et de la petite bourgeoisie "démocratique" étant subordonné à l'idée de l'"indépendance d'abord", nous voyons difficilement comment il pourrait être réalisé dans les conditions où il se situe, avec les moyens qu'il propose.

Dans le contexte nord-américain, un programme de transformation sociale, lié à l'auto-détermination du peuple québécois ne peut être mené à bout que par la classe ouvrière, avec l'appui des travailleurs canadiens et américains. De par, leur position dans l'économie et de par leur force du nombre, la classe ouvrière et les travailleurs québécois en général représentent la seule force objectivement capable d'affronter le capitalisme nord-américain et l'appareil d'État de la bourgeoisie. Il est archi faux de dire que le PQ doit se rapprocher des travailleurs ou que les travailleurs doivent entrer au PQ, s'ils veulent que le PQ devienne représentatif des travailleurs. La composition de classe du PQ, sa direction et son programme pas plus que son objectif électoral ne lui permettent pas de représenter les intérêts de la classe ouvrière. Les éléments authentiquement démocrates du PQ ou du NPD ou de toute autre association démocratique petite-bourgeoise se rangeront du côté de la classe ouvrière et des travailleurs salariés dans la mesure où ceux-ci se doteront d'une organisation, d'un programme, d'une ligne de conduite, issus d'eux-mêmes et de leurs luttes. Les démocrates petits bourgeois radicaliseront leurs positions dans la mesure où la classe ouvrière et les travailleurs salariés définiront clairement les leurs, d'une façon autonome. Quant à la majorité de la petite bourgeoisie, devant le spectre du socialisme, elle se rangera du côté de la bourgeoisie comme elle l'a toujours fait historiquement.

A court terme, le véritable danger est ailleurs. Face au cul-de-sac où nous mène le PQ et face à l'absence d'une organisation politique de la classe ouvrière, la confrontation sur la question nationale risque de fragmenter davantage la classe ouvrière et d'alimenter un courant de droite déjà existant. C'est pourquoi il est d'autant plus urgent de travailler à la mise sur pieds de cette or-

ganisation qui permettra à la classe ouvrière et aux travailleurs salariés d'intervenir sur la scène politique en tant que force autonome.

bibliographie

NOTE: Cette bibliographie se divise en deux parties: l'une concerne la situation économique internationale, l'autre la domination impérialiste et le conflit politique au Canada. Pour ce qui est de la situation internationale, les analyses marxistes-léninistes sont beaucoup plus nombreuses et pertinentes. Nous avons tenté d'en dégager quelques unes qui pourraient étayer davantage cette question. D'autant plus que de l'avis même de l'auteur du présent texte, l'analyse que nous avons présenté comporte de nombreuses lacunes que l'on aurait intérêt à combler. Les textes suivants pourraient être utiles pour poursuivre l'analyse:

INTERVENTION DE KIAO KOUAN-HOUA (chef de la délégation chinoise à l'Assemblée générale de l'O.N.U.), Pékin Information, 8 octobre 1973.

Ce texte est très intéressant parce qu'il fait le tour d'horizon de la situation internationale actuelle dans ses principaux aspects: la lutte des peuples opprimés pour leur libération, la lutte entre les superpuissances (U.S.A.-U.R.S.S.) pour se partager les sphères d'influence et la lutte des petites puissances (Canada, France, Japon, Allemagne, Italie, etc.) contre les puissances hégémoniques (U.S.A.-U.R.S.S.).

CRISE MONETAIRE ET CONTRADICTION INTERIMPERIALISTE, Revue Communisme, novembre-décembre 1972.

"...La crise monétaire relève, tout d'abord, fondamentalement de la troisième contradiction, contradiction inter-impérialiste (les impérialistes entre eux et ceux-ci au social-impérialisme) dans la mesure où ce type de conflit met aux prises de grandes puissances économiques du monde capitaliste et qu'elle est une lutte pour la redistribution des pouvoirs correspondant à la situation réelle de chaque impérialisme par rapport aux autres. La situation réelle de chaque impérialisme dans sa position internationale dépend, en dernière analyse, de la seconde contradiction, à savoir la contradiction entre bourgeoisie et prolétariat dans chacun des pays concernés. Nous pouvons trouver l'expression de cette contradiction, dans le domaine monétaire, avec le développement des situations d'inflation ou avec les politiques dites de stabilisation ou de défense de la monnaie..."

Quatre textes de la revue MONTHLY REVIEW sont aussi intéressants pour se donner une meilleure analyse de la situation internationale.

MONETARY CRISIS OF WORLD CAPITALISM, Jacob Morris, MR, janvier 1972.

Comment l'impérialisme américain, qui avait pu imposer son dollar en 1944, se voit maintenant contesté par d'autres puissances impérialistes. Les causes en sont les contradictions internes de l'impérialisme américain et la montée de nouveaux impérialismes (Japon, Allemagne, France, etc...).

IMPERIALISM IN THE SEVENTIES, MR, mars 1972.

Ce texte est une analyse générale de la situation actuelle de l'impérialisme américain, tant du point de vue de ses contradictions internes (aux États-Unis) qu'externes (comme première puissance impérialiste dans le monde).

DOLLAR DEVALUATION AND FOREIGN TRADE, MR, Mars 1972.

Comment les déficits commerciaux de l'impérialisme américain l'ont amené à dévaluer son dollar. Quelles sont les causes économiques et politiques de ces déficits commerciaux et de cette dévaluation.

THE DOLLAR CRISIS, MR, mai 1973.

Quelles sont les causes de la crise du dollar, cette crise n'étant que le reflet des difficultés croissantes de l'impérialisme américain.

Pour ce qui est de la deuxième partie de cette bibliographie, nous devons référer les lecteurs à des analyses nettement insuffisantes ou bourgeoises (qui donnent le point de vue de la bourgeoisie sur le sujet), mais on peut tout de même y trouver des sources d'information intéressantes.

RAPPORT RAYNAULD, "La propriété des entreprises au Québec". Il s'agit d'une étude effectuée en 1967 pour le compte de la Commission B.-B. L'auteur, André Raynauld, est actuellement membre du Conseil Economique du Canada. L'étude tente de situer l'importance respective des entreprises sous contrôle "canadien-français", "canadien-anglais" et étranger au sein de l'industrie québécoise. En fait, elle n'y parvient pas; toutefois, on peut tout de même retirer de ce texte quelques indications sur la propriété "ethnique" du capital (par grand secteur de production).

RAPPORT GRAY, OU CE QUE NOUS COUTENT LES INVESTISSEMENTS ETRANGERS. Il s'agit d'une édition partielle du fameux rapport gouvernemental que le gouvernement fédéral n'a jamais voulu sortir officiellement, parce qu'on y démontre, quique de façon très incomplète, la domination américaine sur l'économie canadienne.

LA CAPITULATION TRANQUILLE par Kari Levitt.

L'auteur tente de décrire et d'expliquer les principales manifestations de l'impérialisme américain au Canada. Du point de vue de la description du développement du capital américain au Canada, des formes de contrôle utilisées et des effets de ce contrôle sur la structure économique canadienne, on trouve dans ce livre des renseignements forts pertinents (bien qu'incomplets). Malheureusement, l'analyse n'est pas du tout à la hauteur des renseignements: c'est ainsi que l'auteur considère le Canada comme une "colonie, la plus riche du monde", écrit-elle.

COMPTES NATIONAUX DU QUEBEC, 1947-1971. Il s'agit du document du Ministère québécois de l'Industrie et du Commerce, publié par le Part Québécois au cours de la dernière campagne électorale. Dans les tableaux statistiques qu'il contient, on y retrouve beaucoup plus que des chiffres relatifs au "coût du fédéralisme": il y a aussi des données sur le produit national brut du Québec, sur le revenu national, sur les revenus et dépenses du secteur public, sur la production industrielle et les salaires, sur les revenus personnels et les profits, etc. etc...

NE COMPTONS QUE SUR NOS PROPRES MOYENS, CSN 1972.

Cette étude tente de situer les problèmes économiques du Québec - le chômage, la faiblesse relative de l'industrie manufacturière, le sous-développement régional -, dans la perspective de l'impérialisme américain au Québec. Elle n'y parvient pas parfaitement, d'autant plus que le point de vue adopté n'est pas nécessairement celui des travailleurs; on retrouve toutefois dans ce texte un ensemble de données statistiques fort valables, de même qu'une analyse tout au moins plus progressiste qu'ailleurs.

ANATOMY OF BIG BUSINESS, De L.C. et F.W. Park, Toronto, 1962.

Ce livre veut présenter un portrait des grands monopoles canadiens: qui sont-ils, comment ils sont liés entre eux, qui sont les propriétaires et comment ces grands propriétaires ont tant

intérêt à se lier à la grande bourgeoisie américaine pour prospérer. Là encore, ces renseignements sont intéressants pour ceux qui veulent identifier plus clairement les grands monopoles canadiens; mais pour ceux qui veulent chercher une explication aux fondements de la puissance économique des diverses fractions de la grande bourgeoisie canadienne, il faut chercher ailleurs. ECONOMIE QUEBECOISE, Collectif d'auteurs sous la direction de Robert Comeau, 1969. Il s'agit d'un ouvrage réalisé en collaboration par une brochette de chercheurs universitaires progressistes. Il se présente sous forme d'une vingtaine d'études séparées touchant différents aspects de l'histoire économique du Québec. Les plus intéressants et les plus utiles de ces articles sont ceux qui étudient les caractéristiques économiques de la période où le Québec connut son industrialisation.

Pour finir, voici quelques textes marxistes qui peuvent aussi contribuer à clarifier notre analyse sur notre conjoncture politique et économique.

LE CAPITALISME ET LA CONFEDERATION, par Stanley B. Ryerson, 1972.

"Quel rapport y aurait-il entre l'institution du travail salarié et la Confédération Canadienne. En d'autres termes: entre l'industrie capitaliste et la question nationale". C'est la question posée au point de départ du livre. Ce dernier tente de faire, à la lumière du marxisme, l'histoire du Québec et du Canada depuis la Conquête jusqu'à la Confédération.

POUR L'ORGANISATION POLITIQUE DES TRAVAILLEURS QUEBECOIS, Cap St-Jacques, 1971.

Cette brochure bien connue des lecteurs militants est intéressante pour une re-lecture, particulièrement pour les éléments qui y sont donnés sur l'impérialisme, les relations entre le Québec, le Canada et les Etats-Unis, les classes sociales, etc...

TRAVAILLEURS QUEBECOIS ET QUESTION NATIONALE, Bernard Normand et Victor Lapalme, 1973.

L'étude tente de situer l'une par rapport à l'autre les deux grandes luttes qui ont marqué et marquent encore l'histoire du Québec: la lutte contre l'oppression nationale, dirigée par des fractions tantôt progressistes, tantôt réactionnaires de la petite bourgeoisie québécoise, et la lutte des travailleurs contre l'exploitation capitaliste. La question de fond que pose ce texte est la suivante: du point de vue des travailleurs et du mouvement ouvrier, comment se situer face à la question nationale et face au Parti Québécois? Comment tendre à lier la lutte contre l'oppression nationale du peuple québécois à la lutte des travailleurs québécois pour le socialisme?

DEBUT D'UN MOUVEMENT SOCIALISTE A MONTREAL, MOBILISATION, no.1, novembre 1973. Le texte situe dans le contexte économique et politique québécois la naissance d'un mouvement socialiste à Montréal. On y trouve plusieurs indications importantes sur le développement du capitalisme au Québec à partir des années 1965-1966.

NOTE: les textes suggérés dans cette bibliographie sont disponibles pour consultation. Pour toutes informations à ce sujet, s'adresser à MOBILISATION.

NUMEROS PRECEDENTS ENCORE DISPONIBLES:

MOBILISATION

MOBILISATION no.1, janvier 1973

Au sommaire: Pourquoi une revue militante - La formation: une nécessité de tout travail militant - Bilan d'un travail d'organisation politique en Usine - Inventaires d'enquêtes politiques en milieu de travail.

MOBILISATION no.2, février 1973

Au sommaire: Bilan d'une lutte sur le logement: Linton-Barclay - Problèmes et perspectives du travail de quartier à St-Jacques - La lutte des travailleurs chiliens.

MOBILISATION no.3, mars 1973

Au sommaire: Les fonds de pension - Le quatrième congrès du PQ - Panama .

MOBILISATION no.4, avril-mai 1973

Au sommaire: La lutte sur les frais de scolarité à l'UQAM - La génération révoltée - L'assassinat d'Amílcar Cabral et les luttes de libération en Afrique - Une évaluation du travail idéologique.

MOBILISATION no.5, juin 1973, spécial sur la propagande

Au sommaire: Lénine: A propos d'une profession de foi - De la propagande - La propagande: rôle, tâches et limites - Le rôle de la propagande dans la construction du parti révolutionnaire.

MOBILISATION, volume 3, no.1, novembre 1973. Spécial .

Au sommaire: Mobilisation: comprendre la réalité, poursuivre la lutte - Le début d'un mouvement socialiste à Montréal.

Formule d'abonnement

Abonnement individuel (10 numeros)..... \$2.50

Abonnement collectif (10 numeros)..... exemplaires de chaque numero X \$2.50 =

NOM _____

adresse _____

N.B. Faire vos cheques a l'ordre de **MOBILISATION**

Retourner a: **MOBILISATION**
3902 Ontario. est
Mtl. 403

Vous trouverez au début de la revue la liste des endroits où vous pouvez vous procurer **MOBILISATION**

50 CENTS